



**LYCÉE
FRANÇAIS
SAINT LOUIS**
STOCKHOLM

PROCÈS VERBAL

Conseil d'administration : 2026-02

Date : 2026-03-24

Lieu : Teams

Numéro d'immatriculation : 902004-1852

Liste de présence

Membres titulaires présents :

- Guillaume Lefebvre, Président, membre coopté
- Eva Höglund, Vice-Présidente, membre coopté
- Stéphanie Cozon, membre élu des personnels
- Anne Ruchaud, membre élu des personnels
- Olivier Cureau, membre élu des personnels
- Marion Grönberg, membre élu des parents d'élèves
- Jérôme Chappert, Trésorier, membre élu des parents d'élèves

Absents et excusés :

- Hervé Brice, membre élu des parents d'élèves
- Erik de Rouville, membre coopté

Personnalités membres de droit avec voix consultative :

- Denis Ravaille, Proviseur AEFÉ et Chef d'Établissement AEFÉ
- Katarina Koto, Proviseure Förskola et Skolchef Förskola et Fritidshem
- Olivier Priou, Consul de France
- Sophie Maysonnave, Conseillère de coopération et d'action culturelle à l'Ambassade de France

Personnalités invitées avec voix consultative :

- Fabrice Palhies, Directeur de l'Élémentaire
- Txomin Diaz, DAF
- Mona-Marleen Antonson, DRH

Rédaction du protocole :

Sophie Pier Federici, Chargée de communication

GL
GL

JC
JC

AR
AR

1. Ouverture de séance

Le Président, M. Guillaume Lefebvre, propose d'ouvrir la séance, tout en précisant qu'une contrainte personnelle l'obligera à quitter la réunion aux alentours de 20h00-20h15.

L'ensemble des membres donne son accord pour que la réunion soit enregistrée, étant précisé que cet enregistrement est strictement destiné à la rédaction du procès-verbal.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est établi après que le Proviseur AEFE a proposé l'ajout d'une question complémentaire, sous la forme d'un point d'information relatif à la carte des emplois du personnel détaché, à la suite des éléments nouveaux communiqués au cours des quinze derniers jours.

3. Élection de scrutateurs

Le CA désigne Mme Anne Ruchaud et M. Jérôme Chappert.

4. Approbation des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration du 19 janvier 2026 (2026-01) et du 29 janvier 2026 (Ad Hoc)

Les procès-verbaux des réunions tenues les 19 janvier 2026 (2026-01) et 29 janvier 2026 (Ad Hoc) sont adoptés à l'unanimité.

5. Rapports

a) Rapport du Proviseur AEFE

Le Proviseur AEFE prend la parole et présente son rapport de manière synthétique, celui-ci ayant été transmis tardivement.

S'agissant du pilotage institutionnel et stratégique, il indique que le fonctionnement des instances a été dense mais régulier et, au-delà, souligne comme nouveauté l'utilisation d'Eduka pour l'élaboration et la transmission des bulletins scolaires à l'élémentaire. Il met en avant l'important travail de développement réalisé par le Directeur de l'Élémentaire, ainsi que l'accompagnement des familles, et indique que cet outil offrira de nouvelles opportunités pour le dialogue entre les équipes de l'élémentaire et les familles. Il précise que, si le secondaire dispose de la plateforme Pronote, celle-ci n'est pas adaptée au primaire, d'où l'intérêt d'Eduka. Il rappelle également que cette période a été marquée par l'organisation des journées de développement de l'école ainsi que de la journée pédagogique.

Concernant les examens, il indique que le calendrier est désormais arrêté, et ce plus tôt que l'an passé, avec pour rappel l'organisation d'épreuves le vendredi de Midsommar, malgré les tentatives de faire ajuster le calendrier. Il indique également que l'établissement sort de la période des examens blancs, que les élèves de troisième ont débuté leurs certifications, tout comme les élèves de terminale, à savoir PIX pour les compétences numériques, Ev@Langue en anglais, ainsi que les attestations liées à la sécurité routière.



Enfin, s'agissant de la planification pluriannuelle, il indique que la réflexion est engagée, notamment lors des journées pédagogiques, concernant la réécriture du projet d'établissement. Par ailleurs, le LFSL avance sur l'enquête bien-être des élèves, en lien avec la législation suédoise, et que ses résultats permettront d'actualiser le *Likabehandlingsplan*. Un travail d'actualisation des règlements intérieurs est de plus en cours. Cette démarche s'inscrit dans un contexte d'évolution des réglementations, tant en France qu'en Suède, notamment en ce qui concerne l'usage des téléphones portables dans les collèges et lycées. En parallèle, un important travail est mené sur l'actualisation des projets d'évaluation encadrant l'évaluation en contrôle continu dans le cadre des examens en troisième et au cycle terminal.

Au titre du pilotage pédagogique, il souligne que la période a de nouveau été particulièrement riche en actions et projets, notamment dans les domaines artistique et culturel, ainsi que dans celui de la langue française et du plurilinguisme. Il mentionne également les actions menées en matière d'orientation : stages, salon des métiers organisé en janvier, accueil des élèves de troisième à l'annexe en février, ainsi que le dialogue conduit lors des conseils de classe du deuxième trimestre.

Il souhaite mettre en avant deux sujets. Le premier concerne le climat scolaire. Comme indiqué en janvier, les indicateurs de vie scolaire confirment que la situation reste globalement satisfaisante, sans commune mesure avec certaines situations observées dans d'autres établissements, tant en France qu'à l'étranger. Il signale toutefois la gestion d'un certain nombre de situations complexes et de dégradations matérielles récurrentes, de manière inhabituelle, qui ont récemment eu un impact négatif sur celui-ci. Une typologie de situation est présentée : ces situations ont été prises en charge en lien avec les services de police et les services sociaux. Elles viennent par ailleurs renforcer la nécessité du travail engagé au titre du parcours citoyen, du parcours éducatif de santé et de l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité.

Il indique ensuite que, au cours des trois dernières semaines, des faits extérieurs à l'établissement ont entraîné des répercussions en son sein, notamment une collaboration entre le LFSL et les services sociaux. Dans le strict respect de ses obligations légales, le LFSL a pu être conduit à effectuer des signalements, qui ont donné lieu à des interventions des services compétents. Il observe que la succession rapprochée de plusieurs situations pourrait s'expliquer par un effet de libération de la parole. L'impact de ces situations est variable : dans certains cas, la prise en charge s'effectue dans un cadre de collaboration apaisée entre les familles, les services sociaux et l'établissement ; dans d'autres, elle donne lieu à des tensions. Il présente une typologie de ces situations sensibles et indique qu'elles sont traitées dans le strict respect de la confidentialité et relèvent de suivis individualisés.

Enfin, le Proviseur AEFE souligne qu'un travail important de structuration de la politique des langues est mené cette année. Cette démarche s'inscrit dans la continuité du bilan du renouvellement d'homologation, qui avait mis en évidence la nécessité de renforcer la politique linguistique de l'établissement ainsi que la valorisation des outils liés au plurilinguisme. Il indique que ces orientations avaient été en partie anticipées et qu'elles se traduisent cette année par l'accueil de plusieurs missions d'accompagnement. Des formateurs et inspecteurs sont ainsi intervenus auprès des équipes, notamment sur la section internationale, sur le plurilinguisme à l'école élémentaire, ainsi que sur l'usage de l'intelligence artificielle dans les métiers administratifs. Il souligne que ces actions ont contribué à engager des expérimentations et des pratiques nouvelles au sein de l'établissement, avec des retours jugés positifs.



Le Proviseur AEFE informe ensuite les membres de deux situations relevant des ressources humaines, dont le Conseil est appelé à prendre connaissance dans son rapport.

Le Président donne ensuite la parole à la Provisure de la Förskola.

b) Rapport de la Provisure de la Förskola

La Provisure de la Förskola rapporte qu'une situation exceptionnelle s'est produite le 6 février, en raison d'un fort taux d'absentéisme parmi le personnel, incluant les titulaires et les vacataires, atteignant jusqu'à 40 % d'absence. Dans ce contexte, il a été demandé aux parents, dans la mesure du possible, de garder leurs enfants à domicile. Elle souligne que les familles ont répondu très favorablement à cet appel, permettant ainsi d'assurer un fonctionnement serein de la structure, sans incident notable. Elle précise qu'aucun événement similaire ne s'est reproduit depuis. Ce type de situation s'était déjà présenté ponctuellement pendant la pandémie, ainsi qu'à certaines périodes de l'année, notamment la semaine précédant Noël. Elle indique qu'un tel épisode peut survenir environ une fois par an.

Par ailleurs, la Provisure de la Förskola rapporte qu'un travail a été mené avec le personnel en charge des admissions concernant les inscriptions pour la prochaine rentrée. Le nombre d'enfants inscrits a été arrêté à 88, soit deux de moins que l'année en cours. Elle précise que les enfants accueillis l'an prochain seront globalement plus jeunes, avec une proportion plus importante d'enfants âgés d'un à deux ans. Concernant la liste d'attente, elle mentionne qu'elle comprend plusieurs familles, sans pour autant refléter une demande immédiate. Certaines familles choisissent d'y rester sans intention d'intégrer la structure à court terme, ce qui en complique la gestion. Toutefois, le nombre de demandes réellement actives demeure limité, ce qui permet d'anticiper d'éventuels désistements de dernière minute.

Elle poursuit en indiquant que le compte rendu de l'organe de veille, disponible sur Admincontrol, concerne la réunion tenue le 28 janvier en présence notamment du Directeur de l'Élémentaire, du Directeur du Périscolaire-Fritids ainsi que Mme Anne Ruchaud et M. Hervé Brice. Elle précise que plusieurs points ont été abordés lors de cette réunion, notamment la qualité du travail, le processus budgétaire, la gestion des absences, ainsi que le renforcement de la collaboration entre les différentes sections, en lien avec le CDI. Elle ajoute qu'à la suite de cette réunion, un besoin de suivi plus approfondi auprès de l'équipe pédagogique a été identifié.

Enfin, elle rend compte du travail de développement actuellement en cours. Elle indique que l'équipe suit une formation et que la troisième et dernière séance est prévue cette semaine, et est jugée particulièrement enrichissante.

Elle souligne également que, lors de la journée pédagogique, l'ensemble du personnel a été mobilisé autour d'un travail visant à renforcer l'implication dans le développement de la Förskola. Une évaluation du travail relatif au profil francophone est par ailleurs prévue prochainement, avec pour objectif une mise à jour conforme aux nouvelles réglementations en vigueur, tant en France qu'en Suède.

Aucune autre question n'étant soulevée, il est proposé de passer au point suivant.



c) Rapport Périscolaire – Fritids

Le Président passe la parole au Directeur de l'Élémentaire qui présente un état des lieux du périscolaire-Fritids.

Il indique que les vacances de février se sont globalement bien déroulées. Toutefois, un incident récurrent est à signaler : un groupe n'a pas pu réaliser une sortie prévue en raison d'absences de personnel. Il souligne que ces difficultés liées à l'absentéisme demeurent fréquentes et impactent régulièrement l'organisation. À titre d'exemple, il mentionne qu'à la date du jour, la situation a été particulièrement complexe avec six absents, sans possibilité de recourir à des vacataires, ce qui a fortement perturbé le fonctionnement du service.

Par ailleurs, il indique que le Directeur du Périscolaire-Fritids est convaincu de la nécessité de renforcer la convergence entre l'école et le Fritids. Dans cette optique, plusieurs projets sont en cours d'élaboration afin de développer davantage la collaboration entre les deux structures.

Le Directeur de l'Élémentaire tient également à souligner, après plusieurs mois d'observation, les compétences du Directeur du Périscolaire-Fritids. Il met en avant sa vision pédagogique, sa capacité à proposer et développer des activités variées pour les élèves, ainsi que son engagement sur le terrain. Il précise qu'il se montre très impliqué auprès des équipes et des élèves, notamment en situation de tension liée aux absences, et qu'il fait preuve d'une réelle volonté de progression ainsi que d'une vision pertinente dans la gestion du Fritids. Il indique en outre qu'il s'est récemment inscrit à la formation de direction (« rektorsutbildning »), dont la validation a été confirmée en début de semaine.

Le Président ouvre la discussion et invite les participants à formuler leurs éventuels commentaires.

Mme Marion Grönberg prend la parole et indique qu'elle souhaiterait, au regard des différentes situations signalées depuis les vacances de la Toussaint, principalement au sein de l'équipe de CM1, qu'un point de situation soit soulevé lors du prochain Conseil d'administration. Elle demande qu'une mise à jour soit faite sur les actions entreprises ainsi que sur l'évolution de la situation au sein de cette équipe.

Le Directeur de l'Élémentaire prend note de cette demande et indique qu'un point sera organisé avec le Directeur de Fritids en vue du prochain rapport présenté au Conseil d'administration. Mme Marion Grönberg reprend la parole afin de préciser sa demande. Elle évoque plusieurs situations préoccupantes signalées au sein du niveau CM1 depuis les vacances de la Toussaint, notamment des faits évoqués de discrimination entre filles et garçons, ainsi que des propos inappropriés tenus par un pédagogue à l'égard d'un élève.

Elle souligne que ces éléments appellent une vigilance particulière et rappelle la responsabilité des membres du Conseil d'administration à cet égard. Elle insiste sur la nécessité de disposer d'une information claire sur les faits signalés ainsi que sur les mesures prises en conséquence.

Le Président prend acte de cette demande et confirme qu'un point sera inscrit à l'ordre du jour du prochain Conseil d'administration.

Il propose ensuite de passer à l'ordre du jour suivant et passe la parole à la DRH.



d) Rapport RH

La Directrice des ressources humaines fait un point sur les recrutements et la gestion du personnel. Elle indique que plusieurs recrutements sont en cours. Il est notamment confirmé que le responsable informatique quittera ses fonctions ; un processus de recrutement a été lancé avec un candidat pressenti, sous réserve des dernières étapes de sélection.

Elle précise également :

- le recrutement d'un personnel à temps partiel pour le Fritids, dans le cadre d'un remplacement prolongé d'un pédagogue absent ;
- un remplacement prévu dans le cadre d'un congé parental ;
- la situation concernant le poste d'infirmier(ère), initialement prévu en congé pour études, mais dont le congé est finalement annulé ;

Par ailleurs, elle mentionne plusieurs mouvements au sein du personnel enseignant :

- un poste d'enseignant d'EPS en détachement en cours de recrutement ;
- un poste d'enseignant SES en détachement, désormais confirmé comme vacant ;

Elle indique également que des besoins de recrutement sont vraisemblables pour des postes en :

- enseignement spécialisé,
- arts plastiques (contrat local),
- mathématiques et sciences,
- espagnol.

Concernant l'organisation annuelle du travail, elle précise que la campagne de révision salariale est en cours. Celle-ci concerne le personnel en contrat local, avec une date d'effet prévue au 1er mai. Elle rappelle que cette révision implique la tenue d'entretiens professionnels et d'entretiens salariaux, réalisés par les superviseurs. Toutefois, elle indique que l'ensemble des entretiens ne pourra pas être finalisé avant cette échéance. En conséquence, la révision salariale sera étalée sur les mois de mai et juin, avec effet rétroactif au 1er mai.

Enfin, elle informe qu'un accord local relatif au temps de travail des enseignants a été conclu visant à intégrer localement les impacts de la nouvelle convention collective et entrera en vigueur à partir de la prochaine année scolaire. Elle précise que trois autres accords locaux restent à négocier avec les organisations syndicales concernant les AED et AESH, le personnel du pôle santé et le personnel travaillant au CDI.

Elle conclut en évoquant plusieurs situations individuelles confidentielles déjà mentionnées, qui font l'objet d'un suivi particulier.

Le Président invite les participants à formuler d'éventuels commentaires ou questions.

Le Proviseur AEFE prend la parole et souhaite revenir sur un point déjà évoqué dans son rapport, relatif à l'accord local sur le temps de travail des enseignants de droit local. Il souligne que ce travail, sans avoir été particulièrement complexe, a été mené de manière très professionnelle et s'avère structurant pour le futur de l'organisation. Il tient à remercier tout particulièrement la DRH pour le travail réalisé en collaboration avec les organisations syndicales sur ce sujet.



Mme Marion Grönberg interroge les recrutements prévus pour les années 2026-2027 concernant les contrats locaux. Elle demande s'il s'agit principalement de remplacements liés à des départs ou s'il s'agit également de renouvellements de contrats à durée limitée pour du personnel ne disposant pas nécessairement des qualifications requises.

La DRH répond, selon les cas, il s'agit de l'une ou l'autre situation. Le Proviseur AEFE complète en indiquant qu'il existe à la fois des départs et des situations particulières. Il rappelle notamment que, comme évoqué dans le rapport de l'organe de veille, des besoins en personnel qualifié persistent, en particulier au Fritids.

Le Conseil poursuit ses échanges en revenant sur deux situations délicates ayant été soulevées précédemment. Le Président passe ensuite la parole au DAF.

e) Rapport Financier

Le Directeur administratif et financier (DAF) indique qu'il va présenter le rapport financier selon une approche différente. En effet, une formation sur l'intelligence artificielle a eu lieu la semaine précédente, au cours de laquelle différents outils ont été explorés afin de faciliter le traitement et la présentation de contenus. Il va donc présenter le travail réalisé à titre illustratif via une courte vidéo : cette démarche n'a pas vocation à remplacer les rapports existants, mais à les compléter éventuellement. La vidéo est ensuite diffusée.

Le rapport financier couvre la période d'août 2025 à janvier 2026 et met en évidence une situation globalement stable malgré des écarts par rapport au budget initial.

Les effectifs s'élèvent à 785 élèves au 31 janvier 2026, soit 11 de moins que prévu dans le cadre budgétaire. Cette légère baisse a un impact sur les revenus liés aux frais de scolarité. Toutefois, cette diminution est compensée par des recettes supérieures aux prévisions, notamment une augmentation du *Skolpeng* (financement municipal par élève) ainsi qu'un excédent significatif des contributions socio-économiques.

Du côté des dépenses, une économie structurelle importante est relevée sur la location des pavillons, désormais amortie, générant environ 500 000 SEK d'économies annuelles. Pour la période étudiée, cela représente déjà environ 291 000 SEK. Les charges de personnel sont légèrement supérieures au budget mais devraient se stabiliser en fin d'année. Les dépenses administratives sont, quant à elles, inférieures aux prévisions. Une dépense ponctuelle est également notée concernant la mise en place du nouveau système de ressources humaines, mais elle permettra des économies à terme.

L'analyse des indicateurs financiers montre une situation solide. Le ratio de liquidité atteint 2,02, traduisant une excellente capacité à faire face aux engagements à court terme. Le ratio de solvabilité de 83,3 % confirme également une structure financière robuste sur le long terme.

Enfin, les perspectives pour la fin de l'année indiquent un équilibre global entre pressions négatives (baisse des effectifs, coûts salariaux) et éléments positifs (revenus socio-économiques élevés, économies sur les loyers). Un potentiel d'économie supplémentaire d'environ 250 000 SEK est également identifié, en fonction des décisions opérationnelles à venir.

Concernant la trésorerie, le DAF précise qu'elle devrait se maintenir de manière stable jusqu'à la fin de l'année civile, malgré des paiements importants prévus à l'automne (entre 300 000 et 400 000 SEK). La liquidité reste donc stable, sans amélioration notable mais sans dégradation.



Il rappelle également les indicateurs financiers principaux : la situation de liquidité demeure très solide, et le ratio de solvabilité est de 83 %, traduisant une structure financière globalement saine.

Après s'être dit impressionné par la vidéo produite par le DAF, le Président revient sur la question de la trésorerie. Il indique que la situation de trésorerie est stable, tout en reconnaissant qu'elle a pu être meilleure par le passé.

Il invite les membres du Conseil à examiner le bilan, et plus particulièrement le passif. Il souligne que celui-ci montre que l'établissement dispose encore de fonds propres importants par rapport à l'endettement à court terme.

Le Président poursuit son intervention et conclut sur la situation financière de l'établissement.

Il indique que l'établissement « possède en grande partie la maison », en soulignant que les capitaux propres sont très largement supérieurs à l'endettement à court terme. Il précise également que l'actif comporte une part importante de trésorerie disponible (*cash*), ce qui confirme la solidité de la situation. Il rappelle que l'endettement est exclusivement de court terme et correspond essentiellement à des dettes fournisseurs, sans recours à un endettement bancaire. Il en déduit que l'établissement dispose encore d'une capacité d'endettement, si cela devait s'avérer nécessaire.

Le Président reformule ainsi l'analyse présentée, en cohérence avec les éléments exposés précédemment, Il estime que la situation financière se redresse progressivement, ce que confirme également, selon lui, le compte de résultat présenté dans la suite du document.

Mme Marion Grönberg interroge la direction au sujet des économies potentielles en fin d'année liées au non-remplacement de certaines absences. En tant que représentants des parents d'élèves, elle indique que cette perspective suscite des interrogations, notamment sur l'impact possible sur la qualité de la formation, compte tenu des difficultés déjà évoquées concernant le recrutement de remplaçants. Le Proviseur AEFE répond qu'il convient de lever un malentendu : il n'est pas question de non-remplacement des personnels en charge des élèves. Il précise que la direction n'envisage pas de stratégie de non-remplacement concernant les enseignants, le personnel du Fritids ou de la vie scolaire. L'objectif demeure de remplacer les personnels absents ayant ces fonctions autant que possible et dans les meilleures conditions de qualité. Il précise que la réflexion évoquée concerne principalement certains personnels des services supports, dont les absences (congrés ou départs en formation) peuvent, dans certains cas, ne pas donner lieu à un remplacement immédiat, notamment sur des périodes courtes. Cette approche est justifiée à la fois par des considérations budgétaires et par le fait qu'un remplacement administratif de courte durée peut nécessiter un temps de formation important, réduisant son efficacité. Il ajoute que cette stratégie reste néanmoins à analyser au cas par cas, notamment en fonction des perspectives de retour ou non des personnels concernés à moyen terme, afin d'éviter toute difficulté structurelle ultérieure. Concernant les remplacements de manière générale, il rappelle qu'ils constituent un enjeu budgétaire important, notamment dans le contexte du Fritids et du lycée, où les modalités de remplacement (vacataires, heures prévues, etc.) peuvent générer des coûts engagés avant même la matérialisation du besoin réel. Il réaffirme cependant la position de la direction pour le secteur scolaire : tout enseignant absent doit, dans la mesure du possible, être remplacé. Trois raisons sont avancées : une raison d'attractivité et d'image de l'établissement, une raison logistique liée à la prise en charge des élèves, et, raison essentielle, la question du rythme et de



la qualité du cadre pédagogique. Il précise que cette position est régulièrement présentée en conseil pédagogique, même si elle peut susciter des débats. La direction considère néanmoins qu'elle relève de sa responsabilité. Enfin, il reconnaît que la mise en œuvre de cette politique est plus effective au second degré et au primaire, tandis qu'elle reste plus complexe au Fritids et dans certains services. Il identifie également une marge de progression concernant la qualité des remplacements, notamment pour assurer une continuité pédagogique entre les contenus avant, pendant et après l'absence.

Mme Marion Grönberg ajoute une remarque concernant la formulation figurant dans le rapport. Elle suggère qu'il serait pertinent de préciser qu'il s'agit de remplacements portant sur du personnel administratif ou sur des personnels non directement en contact avec les élèves. Elle estime que la formulation actuelle peut, à la lecture, prêter à confusion et s'avérer potentiellement dommageable pour l'institution en cas de consultation ultérieure des documents. Le Président et le Provisur AEFE indiquent être d'accord avec cette proposition de clarification.

Le Président remercie les membres et propose de passer sans plus attendre au point d'information, en commençant par le conventionnement.

6. Points d'information

a) Conventionnement : avenant à la convention

Le Provisur AEFE rappelle qu'il était envisagé de soumettre au vote la signature de l'avenant à la convention, transmis par l'AEFE, lors du présent Conseil d'administration. Toutefois, cette mise au vote a été repoussée à la suite des échanges intervenus par courriel avec les administrateurs.

Il précise qu'un premier questionnaire des administrateurs portait sur la durée et le renouvellement de l'engagement lié à la convention et à son avenant. À cet égard, il indique que le dernier article de l'avenant prévoit son entrée en vigueur dès sa signature, sans modification des autres dispositions de la convention. L'article 20 de cette dernière stipule qu'elle est conclue pour une durée de cinq ans, avec reconduction tacite, assortie d'un préavis de dénonciation d'un an pour chacune des parties, tant du côté poste diplomatique/AEFE que de celui de la Fondation. En conséquence, le Provisur AEFE souligne que l'avenant ne modifie pas la durée ni les modalités de l'engagement.

Il indique ensuite que le second questionnaire portait sur l'analyse des avantages et des limites du conventionnement, notamment sous un angle financier. Il souligne que cet exercice, tout à fait possible et légitime, est complexe et nécessite, pour être effectué de manière pertinente, de définir un cadre, notamment pour effectuer une comparaison. En effet, il convient de définir un point de comparaison pertinent. En général, cette comparaison est effectuée avec le modèle de partenariat, à savoir une homologation simple, avec un accord spécifique, mais sans conventionnement ni mise à disposition de personnel par l'AEFE. Il insiste néanmoins sur la nécessité de clarifier en amont ce que recouvre précisément la notion de partenariat, notamment au regard des statuts de la fondation et de mise à disposition de personnel, avant toute analyse financière.

S'agissant de la comparaison entre les deux modèles (conventionnement et partenariat) à proprement parler, le Provisur AEFE souligne l'importance de définir précisément le périmètre de l'analyse. Il



indique qu'une première approche, strictement financière, peut être menée en comparant les flux financiers entrants et sortants dans chaque situation. Cet exercice est réalisable, mais ne pouvait l'être dans le peu de temps disponible entre la demande et la séance du conseil. Cependant, il attire l'attention sur l'existence d'autres facteurs susceptibles d'avoir un impact financier indirect. Il évoque en particulier deux axes majeurs : la politique de formation et la politique de recrutement. Dans l'hypothèse d'un passage à un statut d'établissement partenaire, l'absence de personnels détachés par l'AEFE impliquerait un recours accru au recrutement local ou des demandes de détachements directs auprès du ministère de l'Éducation nationale. Il souligne les incertitudes liées au détachement direct de personnels, celui-ci n'étant ni automatique ni garanti par les autorités françaises. Il précise que le recrutement local peut concerner soit des personnels qualifiés localement, nécessitant une formation importante au système éducatif français, soit des personnels formés en France ou dans le réseau, nécessitant un accompagnement à l'environnement local ce qui peut emporter des conséquences en matière de formation, avec des coûts supplémentaires. Il rappelle que, dans le cadre actuel du conventionnement, la formation repose sur un dispositif mutualisé via l'Institut régional de formation (IRF), avec un coût relativement stable et des prises en charge importantes par ledit IRF. À l'inverse, dans un modèle de partenariat, les coûts de formation seraient intégralement supportés par l'établissement, ce qui pourrait limiter la capacité de recourir à la formation. Il souligne également que ces choix doivent être analysés en fonction du contexte local, notamment en comparaison avec d'autres pays où les ressources de formation sont plus accessibles. Enfin, il évoque les enjeux liés à la politique institutionnelle, tant vis-à-vis des autorités françaises que suédoises, le caractère conventionné ayant, de son point de vue, eu un impact sur le niveau de reconnaissance du BFI au LFSL par les autorités suédoises.

En conclusion, le Proviseur AEFE insiste sur la nécessité de définir préalablement à toute analyse le périmètre de celle-ci et les hypothèses retenues. Il souligne que les résultats dépendront fortement de ces paramètres et que leur interprétation requiert une grande prudence. Il estime qu'une clarification préalable par le Conseil d'administration est indispensable afin de permettre une analyse pertinente et cohérente.

Le Président interroge les membres du Conseil afin de savoir si les éléments présentés constituent une première réponse aux engagements qu'il avait pris précédemment par courrier électronique, et s'ils peuvent être considérés comme une première étape de réflexion.

Il souhaite en outre compléter les propos du Proviseur AEFE et résume l'enjeu en opposant deux logiques : d'une part, le partenariat, qu'il associe à une forme d'indépendance, et d'autre part, le conventionnement, qu'il relie à une logique de mutualisation. Il rappelle à cet égard l'investissement important du LFSL dans les instances de l'Institut régional de formation (IRF), notamment à travers sa participation régulière aux réunions des instances de l'IRF, auxquelles prennent part également le Proviseur AEFE ainsi que, plus récemment, le DAF. Le Président souligne que le modèle mutualiste présente, selon lui, des avantages, en particulier dans des contextes plus contraints, en permettant notamment une mutualisation des coûts. Il précise que cette appréciation n'est pas d'ordre idéologique. Au regard du contexte économique et de son évolution, ainsi que de l'amélioration progressive de la situation financière de l'établissement, il estime que le fait d'être adossé à un conventionnement constitue une option plus sécurisante. Il ajoute que la réflexion pourrait être approfondie, tout en



réaffirmant son appréciation globalement favorable au conventionnement. Il conclut en demandant s'il subsiste des questions sur ce sujet.

Mme Anne Ruchaud demande si un travail de chiffrage est envisagé. Elle précise que cette interrogation s'inscrit dans une réflexion comparative, notamment au regard des situations d'établissements comparables en Scandinavie. Elle indique que cette demande ne traduit pas une volonté de remettre en cause le conventionnement, mais vise plutôt à disposer d'éléments d'estimation dans l'hypothèse où l'établissement serait amené, à terme, à envisager un dé-conventionnement. Elle ajoute que des évolutions sont également à prévoir du côté de l'AEFE et souligne que le contexte général apparaît incertain, avec de nombreux paramètres encore en évolution.

Le Président lui répond que, par nature, ce type d'analyse nécessite un cadrage préalable et précise qu'il conviendrait, le cas échéant, de formuler la demande de manière plus précise. Le Proviseur AEFE ajoute que des travaux de chiffrage peuvent être réalisés, mais qu'ils doivent être interprétés avec prudence. Il indique que plusieurs simulations du coût d'un dé-conventionnement peuvent être produites avec des hypothèses différentes et aboutir à des résultats significativement divergents, mettant en évidence soit les avantages du conventionnement, soit, à l'inverse, son coût élevé. À titre d'exemple, il évoque le travail mené antérieurement concernant la nouvelle contribution demandée aux établissements conventionnés, notamment en lien avec la part employeur des pensions civiles. Il précise que des estimations avaient été réalisées en amont de la communication officielle de la méthode de calcul par l'AEFE. Il indique que, dans ce cadre, l'augmentation des coûts de reversement pour le personnel détaché pouvait rendre, dans certaines situations, le recours à des personnels de droit local financièrement plus avantageux. Toutefois, dans cette analyse, pour une partie significative des personnels détachés, le coût de reversement demeurerait inférieur au coût moyen d'un recrutement local équivalent. Il ajoute que la question ne se limite pas à une comparaison théorique des coûts, mais inclut également des incertitudes liées aux conditions réelles de recrutement, notamment la capacité à recruter localement à un coût comparable en absence de grilles salariales. En conclusion, il indique que les estimations réalisées à l'époque montraient que, pour une majorité de personnels détachés, le coût restait inférieur au coût moyen des postes équivalents en recrutement local, tout en précisant que ces données devraient être actualisées.

Le Président propose de clore les échanges sur ce point, compte tenu du temps et de la complexité du sujet. Il rappelle que le fonctionnement actuel de l'établissement ainsi que ses orientations reposent sur un projet stratégique établi, et que ce cadre est aujourd'hui bien maîtrisé, notamment sur le plan financier, sans s'y limiter. Il souligne le caractère multifactoriel de la question du conventionnement, impliquant de nombreuses variables, ce qui rend difficile toute projection fiable à moyen terme dans l'hypothèse d'un dé-conventionnement. En parallèle, il propose que le Proviseur AEFE prenne contact avec les établissements scandinaves comparables afin de recueillir des informations sur leurs réflexions et motivations actuelles. Il précise que, à sa connaissance, ces établissements sont encore en phase de réflexion et n'ont pas engagé de démarches concrètes à ce stade. Il conclut en indiquant qu'il convient d'aborder ce sujet avec prudence, afin de ne pas fragiliser un fonctionnement qu'il estime aujourd'hui satisfaisant.

Plusieurs membres du Conseil interviennent dans la discussion.



Mme Anne Ruchaud précise que le Conseil n'a à aucun moment exprimé une opposition à la signature de l'avenant, ajoutant que, dans le cas contraire, cela aurait été clairement indiqué.

Le Président indique qu'il est néanmoins nécessaire que les membres puissent expliciter clairement les motivations de leurs interrogations, estimant que celles-ci ne sont pas encore pleinement formulées.

Mme Anne Ruchaud explique que les interrogations portent notamment sur la capacité financière de l'établissement à faire face à certaines charges importantes et récurrentes, évoquant un contexte comportant de nombreuses incertitudes. Elle souligne également l'existence de plusieurs facteurs à prendre en compte, notamment en lien avec la situation des personnels.

Le Président reformule la question en indiquant comprendre qu'il s'agit de s'interroger sur la capacité de l'établissement à fonctionner sans conventionnement. Mme Anne Ruchaud confirme que cette interrogation vise précisément à évaluer si l'établissement disposerait des ressources suffisantes pour faire face à un éventuel dé-conventionnement.

Mme Marion Grönberg intervient en soulignant que la question centrale est de savoir si l'établissement dispose réellement d'un choix entre différentes options. Elle indique que la réflexion doit porter sur l'analyse des alternatives possibles, en tenant compte à la fois des aspects financiers, mais aussi des dimensions historiques, culturelles et de l'attachement à la situation actuelle. Elle ajoute que, selon elle, il existe un consensus en faveur du maintien du conventionnement, même si la question mérite d'être examinée.

Le Président répond qu'il est d'accord pour examiner une alternative, celle-ci pouvant être envisagée comme une hypothèse de travail. Il précise qu'une telle étude pourra être menée, en s'appuyant sur des éléments d'analyse et des études de sensibilité, sans nécessairement aller jusqu'à des calculs exhaustifs. Il indique qu'il s'agira d'identifier les paramètres essentiels permettant d'éclairer la réflexion. Il précise néanmoins que la comparaison entre les deux modèles reste en partie conjecturale et qu'elle comporte une part d'incertitude. Il estime que l'exercice peut apparaître délicat à mener de manière pleinement fiable. Il propose à nouveau de reprendre contact avec les établissements comparables scandinaves afin de mieux comprendre leurs éléments d'analyse et les considérants ayant guidé leurs réflexions.

Il ajoute qu'un élément lui paraît particulièrement sensible, déjà évoqué lors d'un précédent Conseil, à savoir la question des effectifs d'élèves. Il indique que, plus l'établissement s'éloignerait du conventionnement, plus les données économiques prendraient une importance accrue, en raison d'un moindre niveau d'adossement institutionnel. Il rappelle à cet égard les propos du Provisoire AEFE concernant l'importance de l'adossement actuel à l'AEFE et à l'IRF, qui constitue selon lui un élément structurant du modèle existant.

Mme Marion Grönberg indique que, si une analyse préalable a déjà été réalisée et peut être partagée, la structure de coûts, dont environ 75 % est constituée de masse salariale, constitue un élément central de réflexion. Elle précise que, bien que des frais de formation existent également, la masse salariale représente la part principale des dépenses.

Le Président répond qu'il convient effectivement d'examiner ce sujet, en rappelant qu'un coefficient d'exploitation d'environ 75 % de charges salariales est classique pour un organisme d'enseignement. Il souligne que les écarts potentiels entre pays peuvent toutefois être significatifs, notamment en fonction



du coût de la vie et du niveau des salaires, certains contextes nationaux pouvant rendre le maintien du conventionnement plus pertinent que d'autres.

Il propose en conséquence de mener un double travail : d'une part, reprendre contact avec les établissements précédemment évoqué afin de recueillir leurs éléments d'analyse, leurs motivations et le niveau de réflexion déjà engagé ; d'autre part, approfondir l'analyse de la composante salariale.

Le Provisur AEFE rappelle un élément de contexte important, à savoir que la réforme de l'AEFE est encore en cours d'évolution. Il mentionne notamment les travaux parlementaires en cours, incluant une mission sénatoriale ainsi qu'un groupe de réflexion, susceptibles de faire évoluer la structure même du réseau. Il souligne qu'il n'est pas exclu que de nouvelles orientations soient annoncées en fin d'année scolaire, pouvant aller jusqu'à une évolution du modèle conventionnel. Il précise que, dans ce cas, les hypothèses de calcul actuellement utilisées pourraient être profondément modifiées. Il insiste également sur la nécessité de prudence dans l'interprétation des résultats chiffrés, en rappelant que les hypothèses relatives au remplacement des personnels détachés par des personnels de droit local constituent un point déterminant et très sensible de l'analyse. Il illustre cette difficulté en évoquant la question du recrutement de certaines disciplines, pour lesquelles les niveaux de rémunération locaux rendent les recrutements particulièrement complexes. Il met en garde contre une lecture trop directe ou simplifiée des données financières, susceptibles de produire des conclusions biaisées si les hypothèses de départ ne sont pas correctement explicitées.

Le Président conclut les échanges en estimant qu'il ne convient pas d'entrer à ce stade dans un niveau de détail excessif, notamment sur les cas individuels. Il suggère toutefois qu'un travail comparatif puisse être mené sur la masse salariale moyenne entre personnels détachés et personnels de droit local, en intégrant notamment les éléments liés aux charges et engagements de retraite. Il confirme que ces éléments pourront être retravaillés ultérieurement avec le Provisur AEFE et le DAF, et demande si ces orientations conviennent à l'ensemble des membres, qui confirment.

b) Point de suivi concernant le contentieux à la suite de l'extension de l'annexe

Le Provisur AEFE résume la situation concernant le contentieux consécutif au projet de l'annexe. Il rappelle qu'une réponse argumentée a été apportée au refus de prise en charge exprimé par l'assureur du chef de projet, lequel nie toute responsabilité.

Une analyse juridique de ce refus et une réponse sur ce plan ont également été sollicitées auprès du cabinet d'avocat. Selon cette analyse, une action contentieuse pourrait être envisagée si la réponse de l'assureur ne permettait pas d'aboutir à une solution amiable. Toutefois, il est recommandé d'attendre la position définitive de l'assureur avant d'engager toute procédure. Le proviseur présente les principaux enseignements de l'analyse juridique et l'estimation des enjeux financiers en cas de contentieux juridique.

Il indique enfin qu'à ce stade, l'établissement est toujours en attente de la réponse de l'assureur au contre-argumentaire transmis par les avocats au nom de la Fondation, lequel conteste plusieurs éléments du refus et demande une réévaluation de la position de l'assureur.



Le Président précise qu'aucune décision n'est attendue lors de ce conseil. Il indique qu'il s'agit d'une information, rappelant que la démarche de précontentieux a été engagée à sa demande. Il ajoute qu'il considère nécessaire de maintenir une position ferme sur ce dossier et qu'il est prêt à en assumer les implications. Il indique que le courrier adressé à l'assureur a été signé par lui-même. Il conclut en indiquant que le dossier reste en attente de la réponse de l'assureur et qu'il conviendra d'assurer le suivi de la situation.

Mme Marion Grönberg interroge l'expérience juridique du cabinet dans ce type de situation, indiquant que les surcoûts de travaux par rapport aux budgets initialement prévus sont relativement fréquents. Des échanges s'engagent avec le proviseur et le président au sujet d'un éventuel contentieux, concernant ses fondements juridiques et la dimension comptable. Le Président rappelle que le dossier est provisionné et qu'il s'agit donc d'un enjeu comptable et non en termes de trésorerie. Il estime qu'il faut privilégier une solution amiable si elle est atteignable.

Le Président conclut en indiquant que l'ensemble des membres est informé de l'état d'avancement du dossier et propose de passer au point suivant.

c) Suivi de la préparation de la rénovation du site principal

La parole est donnée au DAF, qui commence par aborder l'actualité du projet concernant le site principal. Il rappelle que le projet de rénovation globale de ce site est en cours de planification par SISAB avec, actuellement, pour horizon, l'été 2029. Ce projet nécessite une évacuation du site pendant une durée d'environ deux ans. Il précise qu'il s'agit d'une rénovation complète du bâtiment, portant notamment sur la plomberie, l'électricité, la ventilation, ...

Il informe les membres que plusieurs réunions ont eu lieu avec SISAB depuis le dernier conseil. Un calendrier prévisionnel du projet a été communiqué par SISAB au LFSL. Il est ainsi prévu par SISAB qu'une décision d'orientation intervienne à l'automne 2026, suivie de la production des documents relatifs aux travaux projetés. Une décision d'exécution des travaux est ensuite attendue pour la fin de l'année 2027, en vue d'un démarrage du chantier à l'été 2029. Le DAF précise que ces éléments constituent un calendrier prévisionnel susceptible d'évoluer en fonction de différents éléments, notamment l'obtention du permis de construire et d'autres contraintes administratives dans un contexte politique à définir, le tout susceptible de décaler les échéances annoncées.

Il indique que les échanges avec SISAB ont mis en évidence des différences d'approche. SISAB adopte principalement une vision centrée sur les aspects techniques du projet de rénovation, tandis que l'établissement s'inscrit dans une approche plus globale, intégrant notamment la question de l'évacuation temporaire du site, le futur contrat de location ainsi que les coûts liés à l'amélioration des locaux. Le DAF souligne ainsi la nécessité d'une approche transversale, intégrant simultanément plusieurs volets du projet et estime que cette approche globale n'est pas encore pleinement partagée par l'ensemble des interlocuteurs. Il ajoute que, selon son analyse, les interlocuteurs actuels du LFSL à SISAB interviennent principalement à un niveau technique, et non à un niveau décisionnel, ce qui limite la portée stratégique des échanges, ce qu'il a eu l'occasion d'évoquer lors des réunions avec SISAB. Le Proviseur AEFE ajoute que, sur le plan juridique, le LFSL, soutenu par le cabinet d'avocats



SETTERWALLS, et SISAB ont une interprétation différente des responsabilités respectives, ce qui a finit par être identifié formellement récemment par toutes les parties.

Il souligne que la stratégie adoptée en cohérence avec le cabinet d'avocats consiste à maintenir une position équilibrée, visant à faire reconnaître les divergences d'analyse juridique tout en restant dans une logique de recherche de coopération : l'objectif demeure de privilégier la recherche de solutions partagées plutôt que l'engagement dans une logique contentieuse. Il indique que cette posture implique une forme d'équilibre délicat.

Le DAF indique que, par ailleurs, le projet immobilier alternatif identifié demeure, à ce stade, bloqué au niveau très préliminaire de sa possible réalisation sur le plan juridique. Il précise avoir reçu un courrier récent du partenaire avec lequel des échanges ont lieu, faisant état d'un blocage persistant au niveau de la commune. Les motifs évoqués concernent notamment la taille, estimée insuffisante par la commune, de l'espace qui constituerait la cour ainsi que des problématiques de flux de circulation jugés inadaptés dans le quartier. Le DAF précise que les travaux se poursuivent néanmoins sur ce dossier et partage les estimations du cadre financier qui rendrait ce projet possible.

Le Provisur AEFE indique par ailleurs que des contacts ont été établis avec l'entreprise susmentionnée, habituée à travailler avec le cabinet d'avocat susmentionné, sans que ce dernier ne soit directement à l'origine de cette mise en relation. Elle dispose de références dans l'accompagnement stratégique et technique d'institutions scolaires engagées dans des opérations immobilières complexes à Stockholm. Elle pourrait ainsi contribuer à élargir le périmètre d'analyse sur cette situation avec les acteurs du marché immobilier à Stockholm : une telle démarche soutiendrait la position de la Fondation dans son rapport aux partenaires en capacité d'agir (SISAB, Commune, ...). Le Provisur AEFE indique que plusieurs échanges ont déjà eu lieu avec cette société, permettant de présenter les besoins de l'établissement et de recevoir des propositions d'accompagnement, notamment en matière de planification sur le projet et d'identification des acteurs du marché immobilier à Stockholm susceptibles d'être sondés pour apporter des pistes de solution.

Il souligne d'abord que cette démarche pourrait permettre d'atteindre un niveau décisionnel supérieur à celui des interlocuteurs actuels de la Fondation chez SISAB ou la commune mobilisés sur ces projets, qui sont essentiellement positionnés sur des périmètres techniques, ce qui limite leur capacité d'arbitrage stratégique. Il rappelle qu'une première démarche à haut niveau auprès de la commune, soutenue par le poste diplomatique, n'avait pas non plus permis de faire avancer significativement le dossier, renforçant la nécessité d'explorer de nouvelles approches. Dans ce contexte, il partage le souhait de la direction de s'appuyer sur l'expertise de cette société afin de participer à une stratégie concertée de mise en avant de la nécessité de trouver une solution, mobilisant la direction, le conseil d'administration, les autorités diplomatiques ainsi que, le cas échéant, des acteurs économiques.

Le Provisur AEFE ajoute ensuite qu'un objectif consisterait également à élargir le champ des options identifiées pour trouver des solutions.

Il précise que, en l'état actuel, il n'est pas nécessaire, pour cela, d'abonder la ligne budgétaire prévue pour le recours à des consultants mais, qu'en fonction des résultats obtenus, ce pourrait être une question qui se poserait. Il est acté par le conseil qu'un suivi de cette question sera effectué.



d) Campagne Marketing et projet "Un an à Stockholm"

Le Proviseur AEFE rappelle que la question de la politique de communication et de marketing doit être renforcée à la demande du conseil d'administration depuis plusieurs années, notamment avec l'objectif d'accroître les effectifs.

Il indique que, concernant le marketing, l'objectif sur cette année scolaire a été d'agir rapidement avec une communication essentiellement informative. La campagne en ligne, déjà largement évoquée, a été planifiée en janvier et déployée sur l'ensemble des mois de février et mars, et se poursuivra encore au moins jusqu'en avril. Elle vise à la fois à améliorer la visibilité de l'établissement et à attirer de nouvelles familles en vue des inscriptions, notamment à l'élémentaire. Les premiers retours montrent que la campagne fonctionne plutôt bien en termes de visibilité et d'accessibilité, pour un coût limité à ce stade. En revanche, il est encore trop tôt pour mesurer précisément son impact sur les inscriptions. On observe toutefois une augmentation des demandes d'inscription en CP, avec, par exemple, des demandes d'enfants de postes diplomatiques, sans corrélation immédiate clairement établie. Une évaluation plus approfondie sera menée ultérieurement, notamment à travers une enquête permettant d'identifier comment les familles ont eu connaissance de l'établissement. Un suivi régulier sera présenté afin d'évaluer la contribution de cette campagne à l'attractivité de l'établissement.

Concernant le projet "Un An à Stockholm", le Proviseur AEFE indique que celui-ci est en cours de lancement. Une note de cadrage a été rédigée et une équipe restreinte a été constituée, composée de Mme Marianne Lafond (service civique) et de Mme Françoise Guionneau (sur un CDD). Les publics cibles ont été identifiés ainsi que leurs points de contact. Les documents de présentation du projet sont en cours de finalisation afin de permettre les premiers échanges avec ces interlocuteurs. L'objectif est d'engager les premiers contacts d'ici la fin de la semaine ou la semaine suivante. Un échange de bonnes pratiques en visioconférence est également prévu avec l'équipe de Dublin, qui dispose d'une longue expérience sur ce type de dispositif, afin de vérifier les éléments éventuellement manquants ou les points à anticiper. Le modèle économique repose, côté LFSL, sur des droits de scolarité comparables aux droits actuels hors subventions, complétés par un coût forfaitaire annuel lié au programme. Les frais d'hébergement et de restauration sont également pris en charge en sus par les familles d'origine, à l'exception du repas du midi en semaine, pris à la cantine. Les autres dépenses liées à la vie de l'élève restent également à la charge des familles. Le Proviseur AEFE souligne que ce modèle fait du financement par les familles d'origine un enjeu important et qu'il limite, de fait, l'accessibilité de ce projet à des familles en mesure d'assumer l'ensemble de ces coûts. Un règlement financier spécifique devait être présenté au conseil, mais ne pourra l'être à ce stade. Il est proposé de le transmettre par courriel dès finalisation et après vérification juridique. En l'absence de remarques, ce règlement pourrait alors être utilisé ; dans le cas contraire, une réunion dédiée pourra être organisée. L'objectif est de ne pas retarder le lancement du projet, prévu à titre expérimental à la rentrée prochaine. Cette phase pilote pourrait concerner un petit nombre d'élèves, permettant de tester le dispositif à échelle réduite. Le montage actuel a été conçu de manière à limiter les risques financiers (en incluant l'ensemble des



dépenses engagées sur l'ensemble de la période de préparation à l'accueil des élèves) : avec trois élèves, le dispositif est équilibré ; en dessous, il devient déficitaire ; à partir de quatre élèves, il devient bénéficiaire. Le Provisur AEFE conclut en demandant si cette stratégie de transmission du règlement financier et de lancement expérimental du projet est validée.

Mme Marion Grönberg demande quelle serait la responsabilité du LFSL en cas de problème ultérieur, dans le cadre de la mise en relation entre familles d'accueil et familles d'origine. Le Provisur AEFE répond que cette question constitue précisément un point central du cadrage en cours de finalisation, ce qui explique que le dispositif ne soit pas encore lancé. Il précise qu'une convention est prévue, conclue directement entre la famille d'origine et la famille d'accueil, l'établissement se limitant à un rôle de mise en relation. Il indique que, sur la base du modèle de convention utilisé à Dublin, il est explicitement prévu que la gestion des relations relève des deux familles. En cas de difficulté, une première étape de médiation serait organisée par le LFSL, qui interviendrait alors en tant que médiateur. Selon lui, d'après l'expérience de Dublin, le cadre juridique ainsi défini permet de limiter la responsabilité de l'établissement dans les situations évoquées, celle-ci se limitant à un rôle de médiation et d'accompagnement des familles vers une solution.

Le Provisur AEFE précise que cette convention va être, elle aussi, soumise à une relecture juridique, afin de s'assurer de sa conformité, notamment au regard du droit suédois, qui s'appliquera. Cette étape sera menée en parallèle du travail de communication afin de ne pas retarder le calendrier. Ainsi deux points restent à finaliser : d'une part, la révision juridique et la validation de la convention entre les familles, et d'autre part, l'élaboration, la révision juridique et la validation du règlement financier.

Le Président indique que le dispositif lui paraît bien structuré. Il précise avoir été associé en amont, notamment sur les modalités de mise en œuvre et de pilotage de ce projet, et estime qu'il mérite d'être expérimenté, sous réserve des éléments évoqués précédemment.

7. Points de décision

a) Budget 2026-2027

Le Président passe ensuite la parole au Provisur AEFE pour aborder la question du budget 2026-27.

Ce dernier indique que les objectifs qui ont été poursuivis dans l'élaboration du projet de budget sont doubles : d'une part, construire un cadre budgétaire assurant la soutenabilité de l'activité à long terme, notamment en vue de reconstituer progressivement le fonds de roulement ; d'autre part, assurer une répartition équilibrée des efforts nécessaires pour absorber la nouvelle contribution à l'AEFE.

Il précise que le budget proposé permet d'atteindre ces objectifs, tout en maintenant une logique de développement et d'investissement, tant en matière d'équipements que d'actions de développement, notamment en lien avec le marketing évoqué précédemment. Des efforts significatifs sont prévus sur les dépenses de fonctionnement, qui seront détaillés ultérieurement. Le soutien aux activités pédagogiques est également maintenu, tout en s'accompagnant d'une rationalisation de certaines dépenses. Il souligne que ce cadre budgétaire permettrait de répondre aux besoins éducatifs et d'inclusion identifiés à ce stade et s'inscrit dans une démarche de rationalisation de l'offre de formation



et des structures pédagogiques, adaptée autant que faire se peut aux effectifs. Il précise que cette rationalisation ne constitue pas une réduction contrainte de l'offre, mais un ajustement en fonction du nombre d'élèves : certaines formations ne sont pas ouvertes faute d'effectifs suffisants, mais pourront être proposées de nouveau si les conditions le permettent. Le Proviseur AEFE passe ensuite la parole au DAF pour présenter les hypothèses budgétaires.

Le DAF présente les principales hypothèses budgétaires retenues dans le cadre du projet de budget proposé. Il indique que les effectifs prévisionnels sont de 689 élèves pour la partie homologuée, 88 pour la Förskola et 230 pour le Fritids. Il précise également les hypothèses retenues en matière de taux de change et d'inflation. Concernant l'inflation, une hypothèse de 2 % a été retenue, correspondant aux estimations disponibles au moment de l'élaboration du budget, tout en soulignant l'incertitude actuelle du contexte économique.

S'agissant des recettes, une comparaison est présentée avec le budget de l'année précédente, faisant apparaître une baisse de 19 élèves, ce qui a un impact direct sur les revenus. Les recettes issues des frais de scolarité sont en diminution, à hauteur d'environ 1 million de couronnes, en lien avec cette baisse des effectifs et malgré la hausse significative des frais de scolarité.

Concernant les dépenses, le DAF indique qu'un travail a été mené afin d'identifier des marges d'optimisation. Une augmentation de 100 000 couronnes est prévue pour les manuels scolaires, du fait notamment des changements de programme qui entrent en vigueur sur certains niveaux ou disciplines. Par ailleurs, des négociations ont été engagées avec différents prestataires, notamment pour le transport vers les installations sportives, générant des économies estimées à environ 100 000 couronnes. Des discussions sont également en cours avec le prestataire en médecine scolaire, avec un objectif de réduction des coûts. S'agissant des locaux, une baisse significative des dépenses est attendue, de l'ordre de 500 000 à 600 000 couronnes, liée à la fin de l'amortissement d'un investissement antérieur (pavillon). Enfin, d'autres actions de rationalisation ont été ou sont menées, notamment à travers des renégociations contractuelles. Certaines n'ont pas généré d'économies directes pour l'an prochain, mais ont permis d'éviter des hausses de coûts initialement prévues. Le DAF précise que, malgré une augmentation des dépenses, les efforts de maîtrise ont permis d'en limiter l'ampleur. Il souligne également que la baisse des investissements par rapport aux années précédentes a un impact positif sur les charges, notamment à travers une diminution des coûts d'amortissement, estimée à environ 660 000 couronnes. Enfin, la masse salariale est budgétée sur la base d'une baisse de 4,98 ETP, en cohérence avec les effectifs prévisionnels fournis.

Il conclut sur le budget en fonctionnement en indiquant que le résultat prévisionnel serait de l'ordre de 1 500 000 couronnes dans le budget présenté, à comparer au résultat qui était prévu de 1 000 000 de couronnes pour le budget initial de l'année en cours et qui ne sera pas atteint. Il présente enfin la comparaison entre le projet de budget de l'année à venir, le budget de l'année en cours et la prévision d'exécution en fin d'exercice.

Le Proviseur AEFE ajoute que les effectifs prévisionnels retenus sont volontairement prudents. Il rappelle que, lors de l'exercice en cours, les effectifs prévisionnels n'ont pas été atteints, ce qui va impacter le résultat. Dans ce contexte, le projet de budget présenté repose sur une estimation plus conservatrice des effectifs prévisionnels, comme souhaité par plusieurs administrateurs à l'occasion



des discussions sur la fixation des frais de scolarité. Cette approche vise à réduire le risque d'écart entre prévisions et réalisation, même si des incertitudes subsistent. Il souligne que ce choix de prudence tient également compte du manque de visibilité quant aux effets éventuels de l'évolution significative des frais de scolarité dans les mois à venir.

Mme Marion Grönberg souligne l'important travail réalisé en matière d'optimisation budgétaire et interroge la répartition des coûts de la restauration au sein des différentes lignes budgétaires. Le DAF précise que les coûts salariaux liés à la restauration, notamment ceux du prestataire, sont intégrés dans la ligne budgétaire des frais de personnel. Les dépenses de restauration présentées sur la ligne restauration correspondent ainsi uniquement au coût des denrées alimentaires, ce qui relève d'un choix de présentation. Ainsi, les réflexions quant à la réduction des coûts de restauration ne portent pas uniquement sur les denrées alimentaires. Il souligne l'existence de coûts fixes liés à la cantine (logistique, locaux, production), qui demeurent incompressibles. Il indique que, même en agissant sur la qualité ou la variété des plats, les économies réalisées restent limitées, comme l'a montré une expérience menée il y a quelques années. Mme Marion Grönberg estime que la qualité du service n'est pas remise en cause, mais que le choix pourrait éventuellement être réduit. Il lui semble également que, concernant le coût du prestataire par rapport à d'autres fournisseurs, l'établissement dispose de marges de manœuvre limitées et qu'il est difficile d'agir significativement sur ce poste. Le DAF estime néanmoins nécessaire de mener à nouveau un travail de comparaison avec d'autres prestataires afin de disposer d'éléments objectifs, tout en estimant que les marges de manœuvre sur ce poste resteront limitées.

Le DAF poursuit en présentant le budget en investissement : il indique que des économies y sont également réalisées, dans la mesure où un déménagement est probable dans deux à trois ans, limitant ainsi la nécessité d'investir dans les bâtiments. Il présente ensuite les éléments relatifs au flux de trésorerie généré par le budget, qu'il estime à environ 3 000 000 de couronnes de trésorerie supplémentaire, précisant que ce niveau est globalement stable par rapport à l'année précédente.

Le DAF présente enfin la synthèse des efforts réalisés par chacune des parties prenantes : environ 1 137 MSEK d'économie sur les dépenses de fonctionnement, 1 459 MSEK de diminution de dépenses sur la masse salariale, 1 766 MSEK de recettes supplémentaires induites par l'évolution des frais de scolarité et presque 300 000 SEK d'économie en investissement. Les efforts sont donc collectifs et équitablement répartis, avec une structure globale des dépenses et des recettes qui reste stable.

Le Provisur AEFE rappelle que le précédent conseil d'administration avait soulevé la question de la répartition équitable des efforts budgétaires. Il indique avoir demandé au DAF de produire la synthèse précédente permettant de vérifier que l'effort est bien partagé entre les différentes parties prenantes et il estime que cette présentation atteste de la recherche de cet équilibre par la direction. Il ajoute que les ajustements éventuels sur ce budget découleront principalement des effectifs réels en comparaison avec les effectifs prévisionnels, ce qui pourra se traduire soit par une consolidation du fonds de roulement, soit par des marges de manœuvre permettant d'adapter la structure si nécessaire, soit, au contraire, par une dégradation du résultat.



Le Président souhaite ajouter, avant le vote, que les éléments présentés traduisent fidèlement les échanges antérieurs relatifs aux efforts partagés. Il estime que le budget reflète les engagements pris par l'établissement en matière de maîtrise des dépenses, avec des efforts réalisés, voire dépassés sur certains points, notamment sur les frais généraux plutôt que sur la masse salariale. Il précise que ces résultats reposent principalement sur des actions d'optimisation, de renégociation et d'ajustement. Enfin, il considère que le budget présenté est réaliste et atteignable.

Le Provisur AEFÉ remercie le DAF pour l'important travail réalisé, notamment sur les dépenses de fonctionnement, ainsi que l'ensemble de l'équipe de direction pour l'estimation et le suivi de la masse salariale. Il précise que les arbitrages sur ce plan correspondent à des choix opérés en regard des effectifs prévisionnels et que ces derniers restent raisonnables et soutenables.

Questionné sur les hypothèses concernant les subventions municipale (le "*skolpeng*"), il indique que la stratégie retenue consiste à anticiper dans le budget une évolution identique à celle de l'inflation. Selon cette hypothèse, les variations de l'inflation sont supposées se répercuter sur le "*skolpeng*", ce qui introduit un effet de miroir dans les prévisions budgétaires. Il reconnaît qu'il s'agit d'une hypothèse forte, mais estime qu'elle repose sur une logique de cohérence dans l'exercice de construction budgétaire.

Le Provisur AEFÉ rappelle en conclusion que le budget présenté n'intègre pas directement le support financier de l'AEFE, car il ne se traduit pas uniquement par une aide financière visible dans les documents budgétaires. Il souligne qu'il convient de garder à l'esprit que la projection présentée en janvier demeure pertinente, notamment concernant les montants estimés pour l'aide nette, à savoir une diminution de 2 382 € par an et par élève en 2026 à 1 952 € par an et par élève en 2027. Pour rappel, cette aide nette correspond aux dépenses engagées par l'AEFE dans toutes ces formes au service du LFSL, desquelles sont déduits tous les versements et contributions du LFSL vers l'AEFE, rapportés au nombre d'élève. Il s'agit donc encore de montants significatifs.

Le Président propose de soumettre le budget au vote.

VOTE : aucun vote contre n'est exprimé, aucune abstention n'est relevée. Le budget est donc adopté à l'unanimité des membres présents.

Le Président remercie les membres du Conseil pour leur confiance, ainsi que l'équipe de direction dans son ensemble. Il souligne la qualité du travail réalisé sur la partie financière, qu'il qualifie de particulièrement approfondi.

8. Autres questions

a) La carte des emplois du personnel détaché

Le Provisur AEFÉ souhaite faire un point sur l'évolution de la carte des emplois du personnel détaché.



En vue de la rentrée 2026, le poste d'EPS a été accepté par une personne en bonne position sur le classement effectué en CCPL. Elle est actuellement en attente de la confirmation du détachement par le ministère de l'Éducation nationale afin que l'AEFE puisse procéder à l'établissement du contrat de travail. Il précise qu'il existe un bon espoir d'aboutir favorablement, le candidat étant déjà en situation de détachement et ayant exercé comme détaché en Bulgarie ces trois dernières années. Concernant le poste de SES, déclaré vacant le 16 mars, le Proviseur AEFE expose l'analyse l'ayant conduit à formuler une demande de maintien du poste auprès de l'AEFE après échange avec le Président. Il indique que, sur ce poste, le coût d'un personnel détaché est estimé inférieur à celui d'un personnel de droit local. Il souligne également que la discipline des sciences économiques et sociales est spécifique au système éducatif français, ce qui rend le recrutement de titulaires qualifiés hors détachement particulièrement difficile en Suède. Enfin, il évoque les difficultés rencontrées de manière générale dans le recrutement de personnels titulaires non détachés lorsqu'il s'agit de les faire venir en Suède. Pour ces raisons, une demande argumentée de maintien du poste a été adressée à l'AEFE le 20 mars. Un accord de maintien a été obtenu dès le 23 mars : le Proviseur AEFE souligne que cette décision a probablement été facilitée par le fait que le poste avait été identifié comme susceptible d'être vacant et par la qualité du lien entre le LFSL et l'AEFE. À la suite de cette décision, la candidate classée en première position par la CCPL a été contactée. Elle dispose d'un délai jusqu'à jeudi matin pour confirmer son acceptation du poste. Le Proviseur AEFE précise qu'un échange a eu lieu afin de répondre à ses interrogations, et exprime l'espoir que la situation se finalise positivement dans les prochains jours.

Le Président félicite l'équipe pour la rapidité et la qualité du travail réalisé.

9. Clôture de la réunion

Le Président souligne la bonne dynamique de l'établissement et remercie l'ensemble des participants. Il conclut en indiquant son plaisir de les retrouver lors du prochain Conseil d'administration.



PROTOKOLL

Styrelsemöte: 2026-02

Datum: 2026-03-24

Plats: Teams

Registreringsnummer: 902004-1852

Närvarolista

Närvarande ordinarie medlemmar:

- Guillaume Lefebvre, Ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Eva Höglund, Vice ordförande, ledamot vald av styrelsen
- Stéphanie Cozon, ledamot vald av personalen
- Anne Ruchaud, ledamot vald av personalen
- Olivier Cureau, ledamot vald av personalen
- Marion Grönberg, ledamot vald av elevföräldrarna
- Jérôme Chappert, kassör, ledamot vald av elevföräldrarna

Frånvarande och ursäktad:

- Hervé Brice, ledamot vald av elevföräldrarna
- Erik de Rouville, ledamot vald av styrelsen

Personer med rådgivande funktion:

- Denis Ravaille, Rektor och Skolchef AEFE
- Katarina Koto, Rektor för förskola och Skolchef för förskola och fritidshem
- Olivier Priou, Fransk Konsul
- Sophie Maysonnave, Kultur- och Vetenskapsråd vid franska ambassaden

Inbjudna personer med rådgivande funktion:

- Fabrice Palhies, Låg- och mellanstadiechef
- Txomin Diaz, Ekonomichef
- Mona-Marleen Antonson, HR-chef

Vid protokollet:

Sophie Pier Federici, Kommunikationsansvarig



1. Öppnande av mötet

Ordföranden, Guillaume Lefebvre, föreslår att mötet inleds och påpekar samtidigt att han på grund av personliga skäl kommer att behöva lämna mötet omkring kl. 20.00–20.15.

Alla medlemmar samtycker till att mötet spelas in, med förbehållet att inspelningen uteslutande är avsedd för upprättandet av protokollet.

2. Fastställande av dagordningen

Dagordningen fastställs efter att Rektorn AEFE föreslagit att en ytterligare fråga ska läggas till, i form av en informationspunkt om kartläggningen av tjänsterna för utstationerad personal, till följd av nya uppgifter som kommit fram under de senaste två veckorna.

3. Val av justerare

Styrelsen utser Anne Ruchaud och Jérôme Chappert till justerare.

4. Godkännande av protokollen från styrelsemötena den 19 januari 2026 (2026-01) och den 29 januari 2026 (Ad Hoc)

Protokollen från mötena den 19 januari 2026 (2026-01) och den 29 januari 2026 (Ad Hoc) antas enhälligt.

5. Rapporter

a) Rapport från Rektorn för AEFE

Rektorn för AEFE tar till orda och presenterar sin rapport i korthet, eftersom den skickades in sent.

När det gäller den institutionella och strategiska styrningen anger han att instansernas verksamhet har varit intensiv men regelbunden och framhåller dessutom som en nyhet användningen av Eduka för utarbetande och överföring av betygsrapporter på låg- och mellanstadiet. Han lyfter fram det viktiga utvecklingsarbete som Låg- och mellanstadiet har utfört, liksom stödet till familjerna, och påpekar att detta verktyg kommer att erbjuda nya möjligheter till dialog mellan Låg- och mellanstadiets personal och familjerna. Han preciserar att även om högstadiet och gymnasiet har plattformen Pronote, är denna inte anpassad för Låg- och mellanstadiet, därav intresset för Eduka. Han påminner också om att denna period har präglats av anordnandet av skolans utvecklingsdagar samt studiedagen.

När det gäller proven uppger han att schemat nu är fastställt, och detta tidigare än förra året, med en påminnelse om att prov kommer att hållas på midsommarfredagen, trots försök att justera schemat. Han uppger också att skolan har avslutat provperioden och att eleverna i 3ème (årskurs 9) har påbörjat sina certifieringar, precis som eleverna i Terminale, nämligen PIX för digitala färdigheter, Ev@Langue i engelska samt intyg relaterade till trafiksäkerhet.

När det gäller den fleråriga planeringen uppger skolan att man har inlett ett diskussionsarbete, framför allt under studiedagarna, om omarbetningen av skolans verksamhetsplan. Dessutom gör LFSL framsteg med undersökningen om elevernas välbefinnande, i enlighet med svensk lagstiftning, och resultaten kommer att ligga till grund för en uppdatering av *likabehandlingsplanen*. Ett arbete med att uppdatera de interna reglerna pågår dessutom. Detta arbete sker mot bakgrund av förändrade regler, både i Frankrike och i Sverige, särskilt när det gäller användningen av mobiltelefoner i högstadiet och



gymnasiet. Parallellt med detta pågår ett omfattande arbete med att uppdatera utvärderingsprojekten som reglerar den löpande bedömningen inom ramen för proven i årskurs 9 och på gymnasiet.

När det gäller den pedagogiska styrningen betonar han att perioden återigen har varit särskilt rik på aktiviteter och projekt, särskilt inom konst- och kulturområdet samt inom franska språket och flerspråkighet. Han nämner också de insatser som gjorts inom yrkesvägledning: praktikplatser, yrkesmässan som anordnades i januari, mottagandet av elever i årskurs 9 på annexet i februari, samt den dialog som fördes under klassråden under andra terminen.

Han vill lyfta fram två ämnen. Det första gäller skolklimatet. Som angavs i januari bekräftar indikatorerna för skolklimatet att situationen överlag är tillfredsställande, utan jämförelse med vissa situationer som observerats i andra skolor, både i Frankrike och utomlands. Han påpekar dock hanteringen av ett antal komplexa situationer och återkommande materiella skador, på ett ovanligt sätt, som nyligen har haft en negativ inverkan på detta. En typologi av situationerna presenteras: dessa situationer har hanterats i samarbete med polisen och socialtjänsten. De förstärker dessutom behovet av det arbete som påbörjats inom ramen för medborgarutbildningen, hälsoutbildningen samt utbildningen i känsloliv, relationer och sexualitet.

Det anges vidare att händelser utanför skolan under de senaste tre veckorna har fått konsekvenser inom skolan, särskilt ett samarbete mellan LFSL och socialtjänsten. I strikt överensstämmelse med sina lagliga skyldigheter har LFSL tvingats göra anmälningar, vilket har lett till ingripanden från behöriga myndigheter. Han konstaterar att den täta följd av flera situationer kan förklaras av en effekt av att eleverna vågar yttra sig. Effekterna av dessa situationer varierar: i vissa fall sker hanteringen inom ramen för ett lugnt samarbete mellan familjerna, socialtjänsten och skolan; i andra fall leder det till spänningar. Han presenterar en typologi över dessa känsliga situationer och anger att de hanteras med strikt respekt för sekretessen och omfattas av individuella uppföljningar.

Slutligen betonar Rektorn AEFE att ett viktigt arbete med att strukturera språkpolitiken genomförs i år. Detta arbete är en fortsättning på utvärderingen i samband med förnyelsen av homologeringen, som visade på behovet av att stärka skolans språkpolitik samt att lyfta fram verktyg kopplade till flerspråkighet. Han anger att dessa riktlinjer delvis hade förutsetts och att de i år tar sig uttryck i att flera stödinsatser genomförs. Utbildare och inspektörer har således arbetat med personalen, särskilt inom den internationella avdelningen, kring flerspråkighet på låg- och mellanstadiet samt användningen av artificiell intelligens inom administrativa yrken. Han betonar att dessa insatser har bidragit till att inleda nya experiment och metoder inom skolan, med återkoppling som bedömts som positiv.

Rektorn AEFE informerar därefter medlemmarna om två situationer som rör personalfrågor, vilka styrelsen uppmanas att ta del av i sin rapport.

Ordföranden ger därefter ordet till Rektorn Förskolan.

b) Rapport från Rektorn för Förskolan

Rektorn Förskolan rapporterar att en exceptionell situation inträffade den 6 februari på grund av hög frånvaro bland personalen, inklusive fast anställda och vikarier, som uppgick till upp till 40 %. Mot denna bakgrund ombads föräldrarna att, i den mån det var möjligt, hålla sina barn hemma. Hon betonar att familjerna svarade mycket positivt på denna uppmaning, vilket gjorde det möjligt att säkerställa en



smidig drift av verksamheten utan några nämnvärda incidenter. Hon preciserar att ingen liknande händelse har inträffat sedan dess. Denna typ av situation har redan uppstått sporadiskt under pandemin, liksom under vissa perioder av året, särskilt veckan före jul. Hon anger att en sådan händelse kan inträffa ungefär en gång om året.

Dessutom rapporterar Rektorn Förskolan att man har arbetat med personalen som ansvarar för antagningen angående anmälningarna inför nästa läsår. Antalet anmälda barn har fastställts till 88, vilket är två färre än innevarande år. Hon preciserar att de barn som tas emot nästa år generellt sett kommer att vara yngre, med en större andel barn i åldern ett till två år. När det gäller väntelistan nämner hon att den omfattar flera familjer, utan att detta nödvändigtvis återspeglar en omedelbar efterfrågan. Vissa familjer väljer att stanna kvar på listan utan avsikt att börja på förskolan på kort sikt, vilket komplicerar hanteringen. Antalet faktiskt aktiva ansökningar är dock begränsat, vilket gör det möjligt att förutse eventuella avhopp i sista minuten.

Hon fortsätter med att ange att protokollet från "l'Organe de veille", som finns tillgängligt i Admincontrol, avser mötet som hölls den 28 januari i närvaro av bland annat Låg- och mellanstadietchefer, chefen för fritidsverksamheten samt Anne Ruchaud och Hervé Brice. Hon preciserar att flera punkter togs upp under detta möte, särskilt kvaliteten på arbetet, budgetprocessen, hanteringen av frånvaro samt förstärkningen av samarbetet mellan de olika avdelningarna, i samverkan med CDI. Hon tillägger att man efter detta möte identifierat ett behov av en mer ingående uppföljning med lärarteamet.

Slutligen redogör hon för det utvecklingsarbete som för närvarande pågår. Hon uppger att teamet genomgår en utbildning och att den tredje och sista sessionen är planerad till denna vecka och anses vara särskilt givande.

Hon betonar också att hela personalen engagerades i ett arbete som syftade till att stärka delaktigheten i förskolans utveckling under studiedagen. En utvärdering av arbetet kring den franskspråkiga profilen är dessutom planerad inom kort, med målet att uppdatera den i enlighet med de nya gällande bestämmelserna, både i Frankrike och i Sverige.

Eftersom inga ytterligare frågor har tagits upp föreslås att man går vidare till nästa punkt.

c) Rapport om Fritids

Ordföranden överlämnar ordet till Låg- och mellanstadietchefer, som redogör för läget inom fritidsverksamheten.

Han uppger att februari-lovet över lag har förlöpt väl. Det finns dock en återkommande incident att rapportera: en grupp kunde inte genomföra en planerad utflykt på grund av personalbrist. Han betonar att dessa svårigheter kopplade till frånvaron fortfarande är vanliga och regelbundet påverkar verksamheten. Som exempel nämner han att situationen idag har varit särskilt komplex med sex frånvarande, utan möjlighet att anlita vikarier, vilket kraftigt har stört verksamhetens funktion.

Vidare anger han att chefen för fritidsverksamheten är övertygad om nödvändigheten av att stärka samverkan mellan skolan och fritidsverksamheten. I detta syfte är flera projekt under utarbetande för att ytterligare utveckla samarbetet mellan de två enheterna.

Låg- och mellanstadietchefer vill också, efter flera månaders observation, framhålla chefen för fritidsverksamhetens kompetens. Han lyfter fram dennes pedagogiska vision, förmåga att föreslå och



utveckla varierade aktiviteter för eleverna samt engagemanget i det praktiska arbetet. Han preciserar att denne visar sig vara mycket engagerad gentemot personalen och eleverna, särskilt i spända situationer kopplade till frånvaro, och att han visar en verklig vilja till utveckling samt en relevant vision i ledningen av Fritids. Han uppger dessutom att denne nyligen har anmält sig till rektorsutbildningen, vars godkännande bekräftades i början av veckan.

Ordföranden öppnar diskussionen och uppmanar deltagarna att framföra eventuella kommentarer. Marion Grönberg tar till orda och anger att hon, med tanke på de olika situationer som rapporterats sedan höstlovet, främst inom CM1-teamet, skulle vilja att en lägesrapport tas upp vid nästa styrelsemöte. Hon begär att en uppdatering ges om de åtgärder som vidtagits samt om utvecklingen av situationen inom detta team.

Låg- och mellanstadiechefen noterar denna begäran och anger att ett möte kommer att anordnas med Fritids-chefen inför nästa rapport som läggs fram för styrelsen.

Marion Grönberg tar åter ordet för att precisera sin begäran. Hon nämner flera oroande situationer som har rapporterats inom CM 1 (årskurs 4) sedan höstlovet, särskilt uppgifter om diskriminering mellan flickor och pojkar, samt olämpliga uttalanden från en lärare riktade mot en elev.

Hon betonar att dessa omständigheter kräver särskild vaksamhet och påminner om styrelseledamöternas ansvar i detta avseende. Hon framhåller vikten av att ha tillgång till tydlig information om de rapporterade händelserna samt om de åtgärder som vidtagits till följd av dessa.

Ordföranden noterar denna begäran och bekräftar att en punkt kommer att tas upp på dagordningen för nästa styrelsemöte.

Han föreslår därefter att man går vidare till nästa punkt på dagordningen och ger ordet till HR-chefen.

d) HR-rapport

HR-chefen ger en översikt över rekryteringar och personalhantering. Hon uppger att flera rekryteringar pågår. Det bekräftas särskilt att IT-chefen kommer att lämna sin tjänst; en rekryteringsprocess har inletts med en tänkt kandidat, med förbehåll för de sista stegen i urvalsprocessen.

Hon preciserar även:

- rekrytering av en deltidsanställd till Fritids, som en del av ett längre vikariat för en frånvarande pedagog;
- ett planerat vikariat i samband med föräldraledighet;
- situationen rörande tjänsten som sjuksköterska, som ursprungligen var planerad som studieledighet, men vars ledighet slutligen har annullerats;

Dessutom nämner hon flera förändringar inom lärarkåren:

- en tjänst som idrottslärare på utstationering som är under rekrytering;
- en tjänst som lärare i samhälls- och ekonomisk vetenskap (SES) på utstationering, som nu bekräftats som vakant;

Hon anger också att det sannolikt kommer att finnas rekryteringsbehov för tjänster inom:

- specialundervisning,
- bildkonst (lokalt kontrakt),
- matematik och naturvetenskap,



- spanska.

När det gäller den årliga arbetsplaneringen preciserar hon att lönerevisionen pågår. Denna gäller lokalanställd personal, med ikraftträdandedatum den 1 maj. Hon påminner om att denna revision innebär att arbetsledarna genomför utvecklingssamtal och lönesamtal. Hon påpekar dock att alla samtal inte kommer att kunna slutföras före detta datum. Följaktligen kommer lönerevisionen att fördelas över maj och juni, med retroaktiv verkan från och med den 1 maj.

Slutligen informerar hon om att ett lokalt avtal om lärarnas arbetstid har ingåtts i syfte att lokalt integrera effekterna av det nya kollektivavtalet och att detta kommer att träda i kraft från och med nästa läsår. Hon preciserar att ytterligare tre lokala avtal återstår att förhandla fram med fackföreningarna rörande AED- och AESH-personal, personalen vid hälsovårdsavdelningen samt personalen som arbetar på CDI.

Hon avslutar med att nämna flera redan omnämnda konfidentiella enskilda situationer, som är föremål för särskild uppföljning

Ordföranden uppmanar deltagarna att framföra eventuella kommentarer eller frågor.

Rektorn AEFE tar till orda och vill återkomma till en punkt som redan nämnts i hans rapport, rörande det lokala avtalet om arbetstid för lärare som omfattas av lokal lagstiftning. Han betonar att detta arbete, utan att ha varit särskilt komplicerat, har genomförts på ett mycket professionellt sätt och visar sig vara avgörande för organisationens framtid. Han vill särskilt tacka HR-chefen för det arbete som utförts i samarbete med fackföreningarna i denna fråga.

Marion Grönberg ställer en fråga om de planerade rekryteringarna för åren 2026–2027 avseende lokala kontrakt. Hon frågar om det huvudsakligen rör sig om ersättare i samband med avslutade anställningar eller om det även rör sig om förnyelser av tidsbegränsade kontrakt för personal som inte nödvändigtvis har de erforderliga kvalifikationerna.

HR-chefen svarar att det, beroende på fallet, rör sig om det ena eller det andra. Rektorn AEFE tillägger att det både handlar om avslutade anställningar och särskilda situationer. Han påminner särskilt om att, såsom nämns i rapporten för "organ de de veille", behovet av kvalificerad personal kvarstår, särskilt på Fritids.

Styrelsen fortsätter diskussionen och återkommer till två känsliga situationer som tidigare tagits upp. Ordföranden överlämnar sedan ordet till Ekonomichefen.

e) Finansiell rapport

Ekonomichefen (DAF) meddelar att han kommer att presentera den finansiella rapporten på ett annorlunda sätt. Förra veckan hölls nämligen en utbildning i artificiell intelligens, där olika verktyg utforskades för att underlätta bearbetning och presentation av innehåll. Han kommer därför att presentera det utförda arbetet i form av en kort video: detta syftar inte till att ersätta de befintliga rapporterna, utan att eventuellt komplettera dem. Videon visas därefter.

Finansrapporten omfattar perioden augusti 2025 till januari 2026 och visar på en övergripande stabil situation trots avvikelser från den ursprungliga budgeten.



Antalet elever uppgick till 785 den 31 januari 2026, vilket är 11 färre än vad som förutsågs i budgeten. Denna lilla minskning påverkar intäkterna från skolavgifter. Denna minskning kompenseras dock av intäkter som överstiger prognoserna, särskilt en ökning av *skolpengen* (kommunal finansiering per elev) samt ett betydande överskott av socioekonomiska bidrag.

På utgiftssidan noteras en betydande strukturell besparing på hyran för paviljongerna, som nu är avskriven, vilket genererar cirka 500 000 SEK i årliga besparingar. För den granskade perioden motsvarar detta redan cirka 291 000 SEK. Personalkostnaderna ligger något över budgeten men förväntas stabiliseras i slutet av året. De administrativa kostnaderna ligger däremot under prognosen. En engångskostnad noteras också för införandet av det nya HR-systemet, men detta kommer att leda till besparingar på sikt.

Analysen av de finansiella indikatorerna visar på en solid situation. Likviditetsgraden uppgår till 2,02, vilket speglar en utmärkt förmåga att hantera kortfristiga åtaganden. Solvensgraden på 83,3 % bekräftar också en robust finansiell struktur på lång sikt.

Slutligen pekar utsikterna för slutet av året på en övergripande balans mellan negativa faktorer (personalminskningar, lönekostnader) och positiva faktorer (höga socioekonomiska intäkter, besparingar på hyror). En ytterligare besparingspotential på cirka 250 000 SEK har också identifierats, beroende på kommande operativa beslut.

När det gäller likviditeten preciserar Ekonomichefen att den bör förbli stabil fram till slutet av kalenderåret, trots stora betalningar som planeras under hösten (mellan 300 000 och 400 000 SEK). Likviditeten förblir alltså stabil, utan någon märkbar förbättring men utan försämring.

Han påminner också om de viktigaste finansiella indikatorerna: likviditetsläget är fortsatt mycket starkt och solvensgraden ligger på 83 %, vilket speglar en övergripande sund finansiell struktur.

Efter att ha uttryckt sin beundran för den video som Ekonomichefen tagit fram återkommer Ordföranden till frågan om likviditeten. Han konstaterar att likviditetsläget är stabilt, samtidigt som han medger att det har kunnat vara bättre tidigare.

Han uppmanar styrelseledamöterna att granska balansräkningen, särskilt skuldsidan. Han betonar att denna visar att institutionen fortfarande har ett betydande eget kapital i förhållande till den kortfristiga skuldsättningen.

Ordföranden fortsätter sitt anförande och avslutar med att redogöra för institutionens finansiella situation.

Han påpekar att institutionen "till stor del äger huset" och betonar att det egna kapitalet är betydligt större än den kortfristiga skuldsättningen. Han preciserar också att tillgångarna innehåller en betydande andel likvida medel (*kontanter*), vilket bekräftar den solida situationen.

Han påminner om att skuldsättningen uteslutande är kortfristig och huvudsakligen består av leverantörsskulder, utan någon bankfinansiering. Han drar slutsatsen att stiftelsen fortfarande har en skuldkapacitet, om detta skulle visa sig nödvändigt.

Ordföranden omformulerar den presenterade analysen i enlighet med de tidigare redovisade uppgifterna. Han anser att den finansiella situationen gradvis förbättras, vilket enligt honom också bekräftas av resultaträkningen som presenteras längre fram i dokumentet.

Marion Grönberg ställer en fråga till ledningen om de potentiella besparingarna i slutet av året som är



kopplade till att viss frånvaro inte ersätts. Som företrädare för föräldrarna påpekar hon att detta faktum väcker frågor, särskilt om den möjliga inverkan på utbildningens kvalitet, med tanke på de redan nämnda svårigheterna när det gäller rekrytering av vikarier.

Rektorn AEFE svarar att det är viktigt att undanröja ett missförstånd: det är inte fråga om att inte ersätta personal som har ansvar för eleverna. Han förtydligar att ledningen inte överväger någon strategi om att inte ersätta lärare, personal inom fritidsverksamheten eller skolans elevvård. Målet är fortfarande att ersätta frånvarande personal med dessa funktioner i så stor utsträckning som möjligt och under bästa möjliga förhållanden. Han preciserar att den diskussion som nämns främst gäller viss personal inom stödtjänsterna, vars frånvaro (ledighet eller utbildning) i vissa fall inte nödvändigtvis leder till omedelbar ersättning, särskilt under kortare perioder. Detta tillvägagångssätt motiveras både av budgetmässiga skäl och av det faktum att en kortvarig administrativ ersättning kan kräva omfattande utbildning, vilket minskar dess effektivitet. Han tillägger att denna strategi ändå måste analyseras från fall till fall, särskilt med hänsyn till om den berörda personalen förväntas återvända på medellång sikt eller inte, för att undvika eventuella framtida strukturella svårigheter. När det gäller vikariat i allmänhet påminner han om att de utgör en viktig budgetfråga, särskilt i samband med Fritids- och skolan, där vikariatsvillkoren (tillfälligt anställda, planerade timmar etc.) kan generera kostnader redan innan det faktiska behovet uppstår. Han bekräftar dock ledningens ståndpunkt för skolväsendet: alla frånvarande lärare ska, i den mån det är möjligt, ersättas. Tre skäl anges: skolan ska vara attraktiv och ha ett gott rykte, det finns logistiska skäl kopplade till omsorgen om eleverna och, vilket är det viktigaste skälet, frågan om takten och kvaliteten i den pedagogiska miljön. Han preciserar att denna ståndpunkt regelbundet framförs i Skolrådet, även om den kan väcka debatt. Ledningen anser dock att detta är deras ansvar. Slutligen medger han att genomförandet av denna policy är mer effektivt på högstadiet, gymnasiet och Låg- och mellanstadiet, medan det fortfarande är mer komplicerat inom Fritids och vissa avdelningar. Han identifierar också utrymme för förbättring när det gäller kvaliteten på vikariaten, särskilt för att säkerställa pedagogisk kontinuitet mellan innehållet före, under och efter frånvaron.

Marion Grönberg tillägger en kommentar angående formuleringen i rapporten. Hon föreslår att det vore lämpligt att precisera att det rör sig om vikariat för administrativ personal eller personal som inte står i direkt kontakt med eleverna. Hon anser att den nuvarande formuleringen vid läsning kan vara förvirrande och potentiellt skadlig för stiftelsen vid en senare granskning av dokumenten. Ordföranden och Rektorn AEFE instämmer i detta förslag till förtydligande.

Ordföranden tackar medlemmarna och föreslår att man utan dröjsmål går vidare till informationspunkten, med början på avtalsfrågan.

6. Informationspunkter

a) Avtal med AEFE: tilläggsavtal

Rektorn AEFE påminner om att man hade planerat att lägga fram tilläggsavtalet till avtalet, som skickats av AEFE, för omröstning vid detta styrelsemöte. Omröstningen har dock skjutits upp efter e-postväxlingar med styrelseledamöterna.



Han preciserar att en första fråga från styrelseledamöterna gällde varaktigheten och förnyelsen av åtagandet i samband med avtalet och tillägget. I detta avseende anger han att den sista artikeln i tillägget föreskriver att det träder i kraft så snart det undertecknats, utan ändring av övriga bestämmelser i avtalet. Artikel 20 i avtalet föreskriver att det ingås för en period av fem år, med tyst förlängning, med en uppsägningstid på ett år för var och en av parterna, såväl från den diplomatiska beskickningens/AEFE:s sida som från stiftelsens sida. Följaktligen betonar Rektorn AEFE att tillägget inte ändrar avtalets varaktighet eller villkor.

Han anger därefter att den andra frågan gällde analysen av fördelarna och begränsningarna med avtalet, särskilt ur ett ekonomiskt perspektiv. Han betonar att denna övning, som är fullt möjlig och legitim, är komplex och kräver, för att kunna genomföras på ett relevant sätt, att man fastställer en ram, särskilt för att kunna göra en jämförelse. Det är nämligen nödvändigt att fastställa en relevant jämförelsepunkt. I allmänhet görs denna jämförelse med partnerskapsmodellen, det vill säga en enkel godkännandeprocess med ett specifikt avtal, men utan avtal eller tillhandahållande av personal från AEFE. Han betonar dock vikten av att i förväg klargöra vad begreppet partnerskap exakt innebär, särskilt med avseende på stiftelsens stadgar och tillhandahållande av personal, innan någon finansiell analys görs. När det gäller själva jämförelsen mellan de två modellerna (avtalsmodell och partnerskapsmodell) betonar Rektorn AEFE vikten av att noggrant avgränsa analysens omfattning. Han påpekar att en första, rent ekonomisk analys kan göras genom att jämföra de inkommande och utgående penningflödena i respektive situation. Detta är möjligt, men kunde inte genomföras på den korta tid som stod till förfogande mellan begäran och styrelsens sammanträde. Han uppmärksammar dock att det finns andra faktorer som kan ha en indirekt ekonomisk inverkan. Han nämner särskilt två huvudområden: utbildningspolitiken och rekryteringspolitiken. Om man antar att man övergår till status som partnerinstitution skulle avsaknaden av personal som utstationeras av AEFE innebära ett ökat behov av lokal rekrytering eller ansökningar om direkt utstationering till det franska utbildningsministeriet. Han betonar osäkerheterna kring direkt utstationering av personal, eftersom detta varken sker automatiskt eller garanteras av de franska myndigheterna. Han preciserar att lokal rekrytering kan avse antingen lokalt kvalificerad personal, som kräver omfattande utbildning i det franska utbildningssystemet, eller personal som utbildats i Frankrike eller inom nätverket, som kräver stöd i den lokala miljön, vilket kan få konsekvenser för utbildningen och medföra extra kostnader. Han påminner om att utbildningen inom ramen för det nuvarande avtalssystemet bygger på ett gemensamt system via det regionala utbildningsinstitutet (IRF), med relativt stabila kostnader och betydande stöd från nämnda IRF. I en partnerskapsmodell skulle däremot utbildningskostnaderna helt bäras av skolan, vilket skulle kunna begränsa möjligheten att utnyttja utbildningen. Han betonar också att dessa val måste analyseras utifrån det lokala sammanhanget, särskilt i jämförelse med andra länder där utbildningsresurser är mer tillgängliga. Slutligen tar han upp de utmaningar som är kopplade till den institutionella politiken, både gentemot de franska och de svenska myndigheterna, eftersom det avtalsbaserade systemet, enligt hans uppfattning, har haft en inverkan på graden av erkännande av BFI vid LFSL från de svenska myndigheternas sida.

Sammanfattningsvis betonar Rektorn AEFE vikten av att före varje analys definiera dess omfattning och de antaganden som ligger till grund för den. Han understryker att resultaten i hög grad kommer att bero på dessa parametrar och att tolkningen av dem kräver stor försiktighet. Han anser att ett



förhandsförtydligande från styrelsen är nödvändigt för att möjliggöra en relevant och sammanhängande analys.

Ordföranden frågar styrelseledamöterna om de framlagda uppgifterna utgör ett första svar på de åtaganden han tidigare gjort via e-post, och om de kan betraktas som ett första steg i övervägandena. Han vill dessutom komplettera Rektorn AEFE: s uttalanden och sammanfattar frågan genom att ställa två logiker mot varandra: å ena sidan partnerskapet, som han förknippar med en form av självständighet, och å andra sidan avtalsförhållandet, som han kopplar till en logik om samverkan. Han påminner i detta sammanhang om LFSL: s betydande engagemang i det regionala utbildningsinstitutets (IRF) organ, särskilt genom sin regelbundna deltagande i IRF:s möten, där även Rektorn AEFE samt, på senare tid, Ekonomichefen deltar. Ordföranden betonar att den ömsesidiga modellen enligt hans mening har fördelar, särskilt i mer begränsade sammanhang, genom att den bland annat möjliggör en kostnadsdelning. Han preciserar att denna bedömning inte är av ideologisk karaktär. Med tanke på det ekonomiska läget och dess utveckling, samt den gradvisa förbättringen av skolans finansiella situation, anser han att det är tryggare att vara knuten till ett avtal. Han tillägger att man skulle kunna fördjupa diskussionen, samtidigt som han bekräftar sin övergripande positiva inställning till avtalet. Han avslutar med att fråga om det finns några kvarstående frågor i ämnet.

Anne Ruchaud frågar om man planerar att göra en kostnadsberäkning. Hon förtydligar att denna fråga ingår i en jämförande analys, särskilt med avseende på situationen för jämförbara institutioner i Skandinavien. Hon anger att denna begäran inte innebär en vilja att ifrågasätta avtalet, utan snarare syftar till att få tillgång till uppskattningar för det fall att skolan på sikt skulle behöva överväga att säga upp avtalet. Hon tillägger att förändringar även kan förväntas från AEFE: s sida och understryker att den allmänna situationen framstår som osäker, med många parametrar som fortfarande är under utveckling.

Ordföranden svarar att denna typ av analys i sig kräver en förhandsram och påpekar att det i förekommande fall vore lämpligt att formulera begäran mer precist. Rektorn AEFE tillägger att kostnadsberäkningar kan göras, men att de måste tolkas med försiktighet. Han påpekar att flera simuleringar av kostnaden för ett upphävande av avtalet kan göras med olika antaganden och leda till väsentligt skilda resultat, vilket antingen belyser fördelarna med avtalet eller, tvärtom, dess höga kostnad. Som exempel nämner han det arbete som tidigare utförts rörande den nya avgiften som begärs av de avtalsanslutna skolorna, särskilt i samband med arbetsgivarandelen av de offentliga pensionerna. Han preciserar att uppskattningar hade gjorts innan AEFE officiellt meddelade beräkningsmetoden. Han påpekar att i detta sammanhang kunde de ökade återbetalningskostnaderna för utstationerad personal i vissa situationer göra det ekonomiskt mer fördelaktigt att anlita personal enligt lokal lagstiftning. I denna analys var dock återbetalningskostnaden för en betydande del av den utstationerade personalen fortfarande lägre än den genomsnittliga kostnaden för en motsvarande lokal rekrytering. Han tillägger att frågan inte begränsar sig till en teoretisk kostnadsjämförelse, utan även omfattar osäkerheter kopplade till de faktiska rekryteringsvillkoren, särskilt möjligheten att rekrytera lokalt till en jämförbar kostnad i avsaknad av löneskalor. Sammanfattningsvis påpekar han att de uppskattningar som gjordes vid den tidpunkten visade att kostnaden för en majoritet av den



utstationerade personalen fortfarande var lägre än den genomsnittliga kostnaden för motsvarande tjänster vid lokal rekrytering, samtidigt som han preciserar att dessa uppgifter bör uppdateras.

Ordföranden föreslår att diskussionen om denna punkt avslutas, med hänsyn till tiden och ämnets komplexitet. Han påminner om att skolans nuvarande verksamhet och inriktning bygger på ett fastställt strategiskt projekt, och att denna ram idag är väl under kontroll, särskilt på det finansiella planet, men inte begränsat till detta. Han betonar att frågan om avtalsanslutning är mångfacetterad och involverar många variabler, vilket gör det svårt att göra någon tillförlitlig prognos på medellång sikt i händelse av en avtalsuppsägning. Samtidigt föreslår han att Rektorn AEFE tar kontakt med jämförbara skandinaviska skolor för att samla in information om deras aktuella överväganden och motiv. Han preciserar att dessa skolor, såvitt han vet, fortfarande befinner sig i en övervägandefas och inte har vidtagit några konkreta åtgärder i detta skede. Han avslutar med att påpeka att man bör hantera denna fråga med försiktighet för att inte äventyra en verksamhet som han idag anser vara tillfredsställande.

Flera ledamöter i styrelsen deltar i diskussionen.

Anne Ruchaud preciserar att styrelsen aldrig har uttryckt något motstånd mot undertecknandet av tillägget, och tillägger att om så hade varit fallet skulle detta ha angetts tydligt.

Ordföranden påpekar att det ändå är nödvändigt att ledamöterna tydligt kan redogöra för skälen till sina frågor, eftersom han anser att dessa ännu inte är fullt utformade.

Anne Ruchaud förklarar att frågorna särskilt gäller stiftelsens finansiella förmåga att hantera vissa betydande och återkommande kostnader, och hänvisar till en situation med många osäkerhetsfaktorer. Hon betonar också att det finns flera faktorer att beakta, särskilt i samband med personalens situation. Ordföranden omformulerar frågan och anger att han förstår att det handlar om att ifrågasätta stiftelsens förmåga att fungera utan avtal. Anne Ruchaud bekräftar att denna fråga just syftar till att utvärdera om stiftelsen skulle ha tillräckliga resurser för att hantera ett eventuellt upphävande av avtalet.

Marion Grönberg tar till orda och betonar att den centrala frågan är om skolan verkligen har ett val mellan olika alternativ. Hon påpekar att diskussionen måste inriktas på en analys av möjliga alternativ, med hänsyn till både ekonomiska aspekter och historiska och kulturella dimensioner samt anknytningen till den nuvarande situationen. Hon tillägger att det enligt hennes uppfattning råder enighet om att avtalet bör behållas, även om frågan förtjänar att undersökas.

Ordföranden svarar att han går med på att undersöka ett alternativ, vilket kan betraktas som en arbetshypotes. Han preciserar att en sådan undersökning kan genomföras med stöd av analysunderlag och känslighetsanalyser, utan att nödvändigtvis gå så långt som till uttömmande beräkningar. Han anger att det handlar om att identifiera de väsentliga parametrarna som kan belysa diskussionen. Han preciserar dock att jämförelsen mellan de två modellerna delvis förblir hypotetisk och att den innefattar en viss osäkerhet. Han anser att det kan vara svårt att genomföra övningen på ett helt tillförlitligt sätt. Han föreslår återigen att man återupptar kontakten med jämförbara skandinaviska institutioner för att bättre förstå deras analysunderlag och de överväganden som har styrt deras resonemang.

Han tillägger att en faktor som han anser vara särskilt känslig, och som redan tagits upp vid ett tidigare styrelsemöte, nämligen frågan om relevantalet. Han påpekar att ju mer skolan avviker från



avtalsvillkoren, desto större betydelse får de ekonomiska uppgifterna, på grund av ett mindre institutionellt stöd. Han påminner i detta sammanhang om Rektorn AEFE:s uttalanden om vikten av det nuvarande stödet från AEFE och IRF, vilket enligt honom utgör en grundläggande del av den befintliga modellen.

Marion Grönberg påpekar att även om en preliminär analys redan har genomförts och kan delas, utgör kostnadsstrukturen, där cirka 75 % består av lönekostnader, en central del av diskussionen. Hon preciserar att även om det också finns utbildningskostnader, utgör lönekostnaderna den största delen av utgifterna.

Ordföranden svarar att det verkligen är lämpligt att undersöka denna fråga och påminner om att en driftskostnadskoefficient på cirka 75 % i lönekostnader är vanlig för en utbildningsinstitution. Han betonar att de potentiella skillnaderna mellan länderna dock kan vara betydande, särskilt beroende på levnadskostnader och lönenivåer, och att vissa nationella sammanhang kan göra det mer relevant att behålla avtalsfinansieringen än andra.

Han föreslår därför att man genomför ett dubbelt arbete: å ena sidan återuppta kontakten med de tidigare nämnda skolorna för att samla in deras analysunderlag, motiv och den nivå av reflektion som redan påbörjats; å andra sidan fördjupa analysen av lönedelen.

Rektorn AEFE påminner om en viktig bakgrundsfaktor, nämligen att reformen av AEFE fortfarande är under utveckling. Han nämner särskilt det pågående parlamentariska arbetet, inklusive ett senatsuppdrag samt en arbetsgrupp, som kan komma att förändra själva nätverkets struktur. Han betonar att det inte är uteslutet att nya riktlinjer tillkännages i slutet av skolåret, vilket kan leda till en förändring av den konventionella modellen. Han preciserar att de beräkningsantaganden som för närvarande används i så fall skulle kunna ändras väsentligt. Han betonar också vikten av försiktighet vid tolkningen av siffrorna och påminner om att antagandena om att ersätta utstationerad personal med personal som omfattas av lokal lagstiftning utgör en avgörande och mycket känslig punkt i analysen. Han illustrerar denna svårighet genom att ta upp frågan om rekrytering inom vissa ämnesområden, där de lokala lönenivåerna gör rekryteringen särskilt komplex. Han varnar för en alltför direkt eller förenklad tolkning av de finansiella uppgifterna, vilket kan leda till snedvridna slutsatser om de ursprungliga antagandena inte förklaras korrekt.

Ordföranden avslutar diskussionen med att konstatera att det i detta skede inte är lämpligt att gå in på alltför detaljerad nivå, särskilt när det gäller enskilda fall. Han föreslår dock att en jämförande analys kan göras av den genomsnittliga lönesumman mellan utstationerad personal och personal som omfattas av lokal lagstiftning, särskilt med hänsyn till kostnader och åtaganden avseende pensioner. Han bekräftar att dessa frågor kan diskuteras vidare senare med Rektorn AEFE och Ekonomichefen, och att frågor om dessa riktlinjer är acceptabla för samtliga medlemmar, vilket de bekräftar.

b) Uppföljning av tvisten till följd av utvidgningen av Annexet

Rektorn AEFE sammanfattar situationen rörande tvisten till följd av bilagans utkast. Han påminner om att ett välunderbyggt svar har lämnats på det avslag som uttryckts av försäkringsgivaren för projektledaren, som förnekar allt ansvar.



En juridisk analys av detta avslag och ett svar i detta avseende har även begärts från advokatbyrån. Enligt denna analys skulle en rättslig process kunna övervägas om försäkringsgivarens svar inte leder till en förlikning. Det rekommenderas dock att invänta försäkringsgivarens slutgiltiga ståndpunkt innan något förfarande inleds. Rektorn redogör för de viktigaste slutsatserna av den juridiska analysen och uppskattningen av de ekonomiska konsekvenserna i händelse av en rättstvist.

Han anger slutligen att skolan i detta skede fortfarande väntar på försäkringsgivarens svar på det motargument som advokaterna har överlämnat på stiftelsens vägnar, vilket ifrågasätter flera delar av avslaget och begär en omprövning av försäkringsgivarens ståndpunkt.

Ordföranden preciserar att inget beslut förväntas vid detta möte. Han anger att det rör sig om en information och påminner om att förfarandet före rättegång inleddes på hans begäran. Han tillägger att han anser det nödvändigt att inta en fast hållning i denna fråga och att han är beredd att ta konsekvenserna av detta. Han uppger att det brev som skickats till försäkringsbolaget har undertecknats av honom själv. Han avslutar med att konstatera att ärendet fortfarande väntar på svar från försäkringsbolaget och att det är lämpligt att följa upp situationen.

Marion Grönberg frågar om byråns juridiska erfarenhet i denna typ av situation och påpekar att merkostnader för arbeten jämfört med de ursprungligen planerade budgetarna är relativt vanliga. Diskussioner inleds mellan rektorn och ordföranden om en eventuell tvist, rörande dess rättsliga grunder och den redovisningsmässiga aspekten. Ordföranden påminner om att avsättningar har gjorts för ärendet och att det därför rör sig om en redovisningsfråga och inte en likviditetsfråga. Han anser att man bör sträva efter en förlikning om detta är möjligt.

Ordföranden avslutar med att konstatera att samtliga ledamöter är informerade om ärendets status och föreslår att man går vidare till nästa punkt.

c) Uppföljning av förberedelserna inför renoveringen av huvudbyggnaden

Ordet ges till Ekonomichefen, som inleder med att redogöra för det aktuella läget i projektet rörande huvudbyggnaden. Han påminner om att projektet för en totalrenovering av denna byggnad håller på att planeras av SISAB, med sommaren 2029 som nuvarande tidshorisont. Detta projekt kräver att anläggningen evakueras under en period på cirka två år. Han preciserar att det rör sig om en totalrenovering av byggnaden, som särskilt omfattar VVS, el, ventilation, ...

Han informerar medlemmarna om att flera möten har ägt rum med SISAB sedan det senaste styrelsemötet. En preliminär tidsplan för projektet har delgivits LFSL av SISAB. SISAB planerar således att ett inriktningsbeslut ska fattas hösten 2026, följt av framtagandet av dokumentation avseende de planerade arbetena. Ett beslut om genomförande av arbetena förväntas sedan i slutet av 2027, med sikte på att bygget ska påbörjas sommaren 2029. Ekonomichefen preciserar att dessa uppgifter utgör en preliminär tidsplan som kan komma att ändras beroende på olika faktorer, särskilt beviljandet av bygglov och andra administrativa begränsningar i ett politiskt sammanhang som ännu inte är fastställt, vilket allt kan leda till att de angivna tidsfristerna skjuts upp.

Han påpekar att diskussionerna med SISAB har visat på skillnader i synsätt. SISAB har främst ett perspektiv som fokuserar på de tekniska aspekterna av renoveringsprojektet, medan skolan har ett mer helhetsinriktat synsätt som bland annat omfattar frågan om tillfällig utrymning av anläggningen, det



framtida hyresavtalet samt kostnaderna för att förbättra lokalerna. Ekonomichefen betonar därför behovet av ett tvärgående tillvägagångssätt som samtidigt integrerar flera delar av projektet och anser att detta helhetsperspektiv ännu inte delas fullt ut av alla samtalspartner. Han tillägger att, enligt hans analys, de nuvarande samtalspartnerna för LFSL hos SISAB huvudsakligen agerar på en teknisk nivå, och inte på en beslutsnivå, vilket begränsar den strategiska räckvidden av utbytena, vilket han har haft tillfälle att ta upp vid mötena med SISAB.

Rektorn för AEFE tillägger att LFSL, med stöd av advokatbyrån SETTERWALLS, och SISAB ur juridisk synvinkel har olika tolkningar av sina respektive ansvarsområden, vilket nyligen formellt har konstaterats av alla parter.

Han betonar att den strategi som antagits i samförstånd med advokatbyrån består i att upprätthålla en balanserad hållning, som syftar till att få de juridiska skillnaderna erkända samtidigt som man fortsätter att sträva efter samarbete: målet är fortfarande att prioritera sökandet efter gemensamma lösningar framför att gå in i en tvist. Han påpekar att denna hållning innebär en form av känslig balans.

Ekonomichefen anger att det alternativa fastighetsprojekt som identifierats för närvarande fortfarande befinner sig i ett mycket tidigt skede vad gäller dess möjliga genomförande ur juridisk synvinkel. Han preciserar att han nyligen mottagit ett brev från den partner med vilken diskussioner pågår, där det framgår att det fortfarande råder ett dödläge på kommunal nivå. De skäl som anges gäller framför allt storleken på den yta som skulle utgöra skolgården, vilken kommunen anser vara otillräcklig, samt problem med trafikflödet som anses olämpligt i området.

Ekonomichefen preciserar att arbetet med ärendet ändå fortsätter och delar uppskattningarna av den finansiella ramen som skulle göra detta projekt möjligt.

Rektorn AEFE uppger vidare att kontakter har knutits med ovannämnda företag, som brukar samarbeta med ovannämnda advokatbyrån, utan att den senare direkt har initierat denna kontakt. Företaget har referenser inom strategisk och teknisk rådgivning till skolinstitutioner som är involverade i komplexa fastighetsprojekt i Stockholm. Företaget skulle därmed kunna bidra till att bredda analysen av situationen tillsammans med aktörerna på fastighetsmarknaden i Stockholm: ett sådant tillvägagångssätt skulle stärka stiftelsens position i förhållande till de partners som har handlingskraft (SISAB, kommunen, ...). Rektorn AEFE uppger att flera kontakter redan har ägt rum med detta företag, vilket har gjort det möjligt att presentera skolans behov och ta emot förslag på stöd, särskilt när det gäller planering av projektet och identifiering av aktörer på fastighetsmarknaden i Stockholm som kan kontaktas för att bidra med lösningsförslag.

Han betonar först och främst att detta tillvägagångssätt skulle kunna göra det möjligt att nå en högre beslutsnivå än den som stiftelsens nuvarande kontaktpersoner hos SISAB eller kommunen har, vilka är engagerade i dessa projekt men huvudsakligen arbetar med tekniska frågor, vilket begränsar deras strategiska beslutsfattning. Han påminner om att ett första initiativ på hög nivå gentemot kommunen, med stöd av den diplomatiska beskickningen, inte heller hade lett till några betydande framsteg i ärendet, vilket förstärker behovet av att utforska nya tillvägagångssätt. I detta sammanhang delar han ledningens önskan att utnyttja detta företags expertis för att delta i en samordnad strategi för att lyfta



fram behovet av att hitta en lösning, som mobiliserar ledningen, styrelsen, de diplomatiska myndigheterna samt, i förekommande fall, ekonomiska aktörer.

Rektorn AEFE tillägger därefter att ett mål även skulle vara att bredda utbudet av identifierade alternativ för att hitta lösningar.

Han preciserar att det i nuläget inte är nödvändigt att för detta ändamål utöka den budgetpost som avsatts för anlitande av konsulter, men att detta kan bli aktuellt beroende på de resultat som uppnås. Styrelsen beslutar att denna fråga ska följas upp.

d) Marknadsföringskampanj och projektet "Ett år i Stockholm"

Rektorn AEFE påminner om att frågan om kommunikations- och marknadsföringspolitiken måste stärkas på begäran av styrelsen sedan flera år tillbaka, särskilt med målet att öka elevantalet.

Han uppger att målet för marknadsföringen under detta läsår har varit att agera snabbt med en i huvudsak informativ kommunikation. Den online-kampanj som redan omfattande diskuterats planerades i januari och genomfördes under februari och mars, och kommer att fortsätta åtminstone fram till april. Den syftar både till att förbättra skolans synlighet och att locka nya familjer inför anmälningarna, särskilt till Låg- och mellanstadiet. De första reaktionerna visar att kampanjen fungerar bra när det gäller synlighet och tillgänglighet, till en begränsad kostnad i detta skede. Däremot är det ännu för tidigt att exakt mäta dess inverkan på anmälningarna. Man kan dock konstatera en ökning av ansökningarna till första klass, med till exempel ansökningar från barn till diplomater, utan att det finns någon tydlig omedelbar koppling. En mer ingående utvärdering kommer att genomföras senare, framför allt genom en enkät för att ta reda på hur familjerna har fått kännedom om skolan. En regelbunden uppföljning kommer att presenteras för att utvärdera kampanjens bidrag till skolans attraktionskraft.

När det gäller projektet "Ett år i Stockholm" uppger Rektorn AEFE att det just nu är på väg att lanseras. En riktlinje har utarbetats och en liten arbetsgrupp har bildats, bestående av Marianne Lafond (civiltjänst) och Françoise Guionneau (på tidsbegränsat kontrakt). Målgrupperna har identifierats, liksom deras kontaktpersoner. Presentationsdokumenten för projektet håller på att färdigställas för att möjliggöra de första kontakterna med dessa samtalspartner. Målet är att inleda de första kontakterna senast i slutet av veckan eller nästa vecka. Ett utbyte om god praxis planeras också via videokonferens med teamet i Dublin, som har lång erfarenhet av denna typ av projekt, för att kontrollera eventuella saknade delar eller punkter som bör förutses. Den ekonomiska modellen bygger, vad gäller LFSL, på skolavgifter som är jämförbara med de nuvarande avgifterna exklusive bidrag, kompletterade med en årlig fast avgift kopplad till programmet. Kostnader för boende och måltider täcks också av hemfamiljerna, med undantag för lunch på vardagar, som intas i matsalen. Övriga utgifter kopplade till elevens vardag står också på familjernas bekostnad. Rektorn AEFE betonar att denna modell gör finansieringen från hemfamiljerna till en viktig fråga och att den i praktiken begränsar tillgången till detta projekt till familjer som har möjlighet att stå för samtliga dessa kostnader. Ett specifikt finansiellt regelverk skulle ha lagts fram för styrelsen, men kan inte göras i detta skede. Det föreslås att det skickas via e-post så snart det är färdigställt och efter juridisk granskning. Om inga synpunkter framförs kan dessa bestämmelser användas; i annat fall kan ett särskilt möte anordnas. Målet är att inte fördröja



lanseringen av projektet, som planeras att genomföras som ett försök vid nästa skolstart. Denna pilotfas kan omfatta ett litet antal elever, vilket gör det möjligt att testa systemet i liten skala. Den nuvarande uppläggningsen har utformats för att begränsa de finansiella riskerna (genom att inkludera samtliga utgifter som uppkommit under hela förberedelseperioden inför elevernas ankomst): med tre elever går systemet jämnt upp; med färre elever blir det ett underskott; från och med fyra elever blir det ett överskott. Rektorn AEFE avslutar med att fråga om denna strategi för att vidarebefordra de finansiella bestämmelserna och genomföra en pilotlansering av projektet godkänns.

Marion Grönberg frågar vilket ansvar LFSL skulle ha i händelse av senare problem i samband med kontakten mellan värdfamiljer och ursprungsfamiljer.

Rektorn AEFE svarar att just denna fråga utgör en central punkt i det regelverk som håller på att färdigställas, vilket förklarar varför systemet ännu inte har lanserats. Han preciserar att ett avtal är planerat, som ingås direkt mellan ursprungsfamiljen och värdfamiljen, medan skolan begränsar sig till en roll som förmedlare. Han anger att det, utifrån det avtalsmönster som används i Dublin, uttryckligen föreskrivs att hanteringen av relationerna är de båda familjernas ansvar. Vid eventuella svårigheter skulle ett första steg i medlingen organiseras av LFSL, som då skulle agera som medlare. Enligt honom visar erfarenheterna från Dublin att det sålunda definierade rättsliga ramverket gör det möjligt att begränsa institutionens ansvar i de situationer som nämns, eftersom dess roll begränsas till att medla och stödja familjerna i att nå en lösning.

Rektorn AEFE preciserar att även detta avtal kommer att genomgå en juridisk granskning för att säkerställa att det är förenligt med gällande lagstiftning, särskilt med hänsyn till svensk rätt, som kommer att tillämpas. Detta steg kommer att genomföras parallellt med kommunikationsarbetet för att inte fördröja tidsplanen. Det återstår således två punkter att slutföra: dels den juridiska granskningen och godkännandet av avtalet mellan familjerna, dels utarbetandet, den juridiska granskningen och godkännandet av de finansiella bestämmelserna.

Ordföranden anger att han anser att systemet är välstrukturerat. Han preciserar att han har varit delaktig i förberedelserna, särskilt vad gäller genomförande- och styrningsformerna för detta projekt, och anser att det är värt att prövas, med förbehåll för de tidigare nämnda punkterna.

7. Beslutspunkter

a) Budget 2026–2027

Ordföranden överlämnar sedan ordet till Rektorn AEFE för att ta upp frågan om budgeten för 2026–2027.

Rektorn anger att man har haft två mål vid utarbetandet av budgetförslaget: å ena sidan att skapa en budgetram som säkerställer verksamhetens hållbarhet på lång sikt, särskilt i syfte att gradvis återuppbygga rörelsekapitalet; å andra sidan att säkerställa en balanserad fördelning av de insatser som krävs för att absorbera det nya bidraget till AEFE.

Han preciserar att den föreslagna budgeten gör det möjligt att uppnå dessa mål, samtidigt som man upprätthåller en logik av utveckling och investeringar, både när det gäller utrustning och utvecklingsåtgärder, särskilt i samband med den tidigare nämnda marknadsföringen. Betydande



insatser planeras när det gäller driftskostnaderna, vilka kommer att redogöras för i detalj senare. Stödet till den pedagogiska verksamheten bibehålls också, samtidigt som vissa utgifter rationaliseras. Han betonar att denna budgetram skulle göra det möjligt att tillgodose de utbildnings- och inkluderingsbehov som identifierats i detta skede och ingår i en strävan att rationalisera utbildningsutbudet och de pedagogiska strukturerna, anpassade så långt det är möjligt till elevantalet. Han preciserar att denna rationalisering inte utgör en påtvingad minskning av utbudet, utan en anpassning efter elevantalet: vissa utbildningar erbjuds inte på grund av otillräckligt elevantal, men kan komma att erbjudas igen om förutsättningarna tillåter det. Rektorn AEFE överlämnar sedan ordet till Ekonomichefen för att presentera budgetantagandena.

Ekonomichefen presenterar de viktigaste budgetantagandena som valts ut inom ramen för det föreslagna budgetförslaget. Han anger att det beräknade elevantalet är 689 elever för den godkända delen, 88 för förskolan och 230 för fritidsverksamheten. Han preciserar också de antaganden som valts ut när det gäller växelkurs och inflation. När det gäller inflationen har en antagande på 2 % valts, vilket motsvarar de uppskattningar som fanns tillgängliga vid tidpunkten för budgetens utarbetande, samtidigt som man betonar den rådande osäkerheten i det ekonomiska läget.

När det gäller intäkterna presenteras en jämförelse med föregående årsbudget, som visar en minskning med 19 elever, vilket har en direkt inverkan på intäkterna. Intäkterna från skolavgifter minskar med cirka 1 miljon kronor, vilket hänger samman med denna minskning av elevantalet och trots den betydande höjningen av skolavgifterna.

När det gäller utgifterna anger Ekonomichefen att ett arbete har genomförts för att identifiera optimeringsmöjligheter. En ökning på 100 000 kronor förväntas för läroböcker, främst på grund av de läroplansförändringar som träder i kraft på vissa nivåer eller i vissa ämnen. Dessutom har förhandlingar inletts med olika leverantörer, särskilt när det gäller transport till idrottsanläggningar, vilket beräknas ge besparingar på cirka 100 000 kronor. Diskussioner pågår även med leverantören av skolmedicinska tjänster, med målet att minska kostnaderna. När det gäller lokalerna förväntas en betydande minskning av utgifterna, i storleksordningen 500 000 till 600 000 kronor, kopplad till att avskrivningen av en tidigare investering (paviljong) har avslutats. Slutligen har andra rationaliseringsåtgärder genomförts eller genomförs för närvarande, särskilt genom omförhandlingar av avtal. Vissa av dessa har inte genererat direkta besparingar för nästa år, men har gjort det möjligt att undvika kostnadsökningar som ursprungligen förutsågs. Ekonomichefen preciserar att, trots en ökning av utgifterna, har kostnadsbegränsningsinsatserna gjort det möjligt att begränsa omfattningen av dessa. Han betonar också att minskningen av investeringarna jämfört med tidigare år har en positiv inverkan på kostnaderna, framför allt genom en minskning av avskrivningskostnaderna, uppskattad till cirka 660 000 kronor. Slutligen är lönekostnaderna budgeterade utifrån en minskning med 4,98 heltidsekvivalenter, i linje med de prognostiserade personalstyrkorna.

Han avslutar med driftsbudgeten och anger att det prognostiserade resultatet skulle uppgå till cirka 1 500 000 kronor i den framlagda budgeten, jämfört med det resultat på 1 000 000 kronor som förutsågs i den ursprungliga budgeten för innevarande år och som inte kommer att uppnås. Slutligen presenterar han en jämförelse mellan budgetförslaget för det kommande året, budgeten för innevarande år och prognosen för genomförandet vid räkenskapsårets slut.



Rektorn AEFE tillägger att de beräknade elevantalet medvetet har satts på en försiktig nivå. Han påminner om att de beräknade elevantalet inte uppnåddes under innevarande verksamhetsår, vilket kommer att påverka resultatet. Mot denna bakgrund bygger det framlagda budgetförslaget på en mer konservativ uppskattning av det beräknade elevantalet, i enlighet med önskemålen från flera styrelseledamöter i samband med diskussionerna om fastställandet av skolavgifterna. Detta tillvägagångssätt syftar till att minska risken för avvikelser mellan prognoser och resultat, även om osäkerheter kvarstår. Han betonar att detta försiktiga val även tar hänsyn till bristen på insyn i de eventuella effekterna av den betydande utvecklingen av skolavgifterna under de kommande månaderna.

Marion Grönberg lyfter fram det viktiga arbete som gjorts för att optimera budgeten och ställer frågor om fördelningen av kostnaderna för måltidsverksamheten mellan de olika budgetposterna. Ekonomichefen preciserar att lönekostnaderna för matserveringen, särskilt de som avser leverantören, ingår i budgetposten för personalkostnader. De utgifter för matservering som redovisas under budgetposten för matservering avser således enbart kostnaden för livsmedel, vilket är ett redovisningsmässigt val. Därför avser övervägandena om att minska kostnaderna för matserveringen inte enbart livsmedel. Han påpekar att det finns fasta kostnader kopplade till matsalen (logistik, lokaler, produktion) som inte kan minskas. Han anger att även om man påverkar kvaliteten eller variationen på rätterna, förblir besparingarna begränsade, vilket visades i ett försök som genomfördes för några år sedan. Marion Grönberg anser att servicekvaliteten inte ifrågasätts, men att utbudet eventuellt skulle kunna minskas. Han anser också att när det gäller kostnaden för leverantören jämfört med andra leverantörer har skolan begränsat handlingsutrymme och att det är svårt att påverka denna post i någon större utsträckning. Ekonomichefen anser dock att det är nödvändigt att återigen göra en jämförelse med andra leverantörer för att få fram objektiva uppgifter, samtidigt som han bedömer att handlingsutrymmet på denna post kommer att förbli begränsat.

Ekonomichefen fortsätter med att presentera investeringsbudgeten: han anger att besparingar även görs där, i den mån en flytt är sannolik om två till tre år, vilket därmed begränsar behovet av att investera i fastigheter. Han presenterar därefter uppgifterna om det kassaflöde som budgeten genererar, vilket han uppskattar till cirka 3 000 000 kronor i ytterligare likvida medel, och preciserar att denna nivå är i stort sett stabil jämfört med föregående år.

Ekonomichefen presenterar slutligen en sammanfattning av de insatser som gjorts av varje berörd part: cirka 1 137 MSEK i besparingar på driftskostnaderna, 1 459 MSEK i minskade kostnader för lönekostnaderna, 1 766 MSEK i ytterligare intäkter till följd av utvecklingen av skolavgifterna och nästan 300 000 SEK i besparingar på investeringarna. Insatserna är alltså gemensamma och rättvist fördelade, med en övergripande utgifts- och intäktsstruktur som förblir stabil.

Rektorn AEFE påminner om att den förra styrelsen hade tagit upp frågan om en rättvis fördelning av budgetanslagen. Han uppger att han bitt Ekonomichefen att ta fram den tidigare sammanställningen för att kunna kontrollera att anslagen verkligen fördelas jämnt mellan de olika intressenterna, och han anser att denna presentation visar att ledningen strävar efter denna balans. Han tillägger att eventuella justeringar av denna budget huvudsakligen kommer att bero på den faktiska personalstyrkan jämfört



med den prognostiserade, vilket kan leda antingen till en konsolidering av rörelsekapitalet, till handlingsutrymme för att anpassa strukturen vid behov, eller tvärtom till en försämring av resultatet.

Ordföranden vill inför omröstningen tillägga att de framlagda uppgifterna troget återspeglar de tidigare diskussionerna om de gemensamma insatserna. Han anser att budgeten återspeglar de åtaganden som institutionen gjort när det gäller kostnadskontroll, med insatser som genomförts, och i vissa fall till och med överträffats, särskilt när det gäller allmänna kostnader snarare än lönekostnader. Han preciserar att dessa resultat huvudsakligen bygger på åtgärder för optimering, omförhandling och justering. Slutligen anser han att den presenterade budgeten är realistisk och uppnåelig.

Rektorn AEFE tackar Ekonomichefen för det omfattande arbete som utförts, särskilt när det gäller driftskostnaderna, samt hela ledningsgruppen för beräkningen och uppföljningen av lönekostnaderna. Han preciserar att avvägningarna på detta område motsvarar val som gjorts med hänsyn till de prognostiserade personalstyrkorna och att dessa förblir rimliga och hållbara.

På frågan om antagandena rörande kommunala bidrag ("skolpeng") anger han att den valda strategin består i att i budgeten förutse en utveckling som motsvarar inflationen. Enligt denna antagande förväntas inflationsförändringarna påverka "skolpeng", vilket skapar en spegeleffekt i budgetprognoserna. Han medger att det är en stark antagande, men anser att den bygger på en logik av konsekvens i budgetarbetet.

Rektorn AEFE påminner avslutningsvis om att den presenterade budgeten inte direkt inkluderar AEFE:s ekonomiska stöd, eftersom detta inte enbart tar sig uttryck i ett ekonomiskt stöd som syns i budgetdokumenten. Han betonar att man bör ha i åtanke att den prognos som presenterades i januari fortfarande är relevant, särskilt vad gäller de uppskattade beloppen för nettostödet, nämligen en minskning från 2 382 euro per år och elev 2026 till 1 952 euro per år och elev 2027. Som en påminnelse motsvarar detta nettobidrag de utgifter som AEFE ådragit sig i alla former till förmån för LFSL, från vilka alla återbetalningar och bidrag från LFSL till AEFE dras av, i förhållande till antalet elever. Det rör sig alltså fortfarande om betydande belopp.

Ordföranden föreslår att budgeten läggs fram för omröstning.

OMRÖSTNING: inga röster mot, inga nedlagda röster. Budgeten antas därmed enhälligt av de närvarande medlemmarna.

Ordföranden tackar styrelseledamöterna för deras förtroende, liksom hela ledningsgruppen. Han framhåller kvaliteten på det arbete som utförts på det finansiella området, vilket han beskriver som särskilt grundligt.

8. Övriga frågor

a) Karta över tjänsterna för utstationerad personal

Rektorn för AEFE vill redogöra för utvecklingen av tjänsteförteckningen för utstationerad personal.



Inför skolstarten 2026 har tjänsten som idrottslärare accepterats av en person som ligger högt upp i CCPL-rankningen. Personen väntar för närvarande på bekräftelse av utstationeringen från utbildningsministeriet så att AEFE kan upprätta anställningsavtalet. Han preciserar att det finns goda förhoppningar om ett positivt utfall, eftersom kandidaten redan är utstationerad och har arbetat som utstationerad i Bulgarien de senaste tre åren. När det gäller tjänsten som SES, som förklarades vakant den 16 mars, redogör Rektorn AEFE för den analys som ledde till att han, efter samråd med Ordföranden, lämnade in en begäran om att behålla tjänsten hos AEFE. Han anger att kostnaden för en utstationerad tjänsteman på denna tjänst uppskattas vara lägre än kostnaden för en tjänsteman som anställs enligt lokal lagstiftning. Han betonar också att ämnet ekonomi och samhällskunskap är specifikt för det franska utbildningssystemet, vilket gör det särskilt svårt att rekrytera kvalificerade fast anställda utanför utstationeringssystemet i Sverige. Slutligen nämner han de svårigheter som generellt uppstår vid rekrytering av fast anställd personal som inte är utstationerad när det gäller att få dem att flytta till Sverige. Av dessa skäl skickades en välmotiverad begäran om att behålla tjänsten till AEFE den 20 mars. Ett avtal om att behålla tjänsten uppnåddes redan den 23 mars: Rektorn AEFE betonar att detta beslut sannolikt underlättades av att tjänsten hade identifierats som en potentiell vakans och av den goda relationen mellan LFSL och AEFE. Till följd av detta beslut har den kandidat som rankats först av CCPL kontaktats. Hon har fram till torsdag morgon på sig att bekräfta att hon accepterar tjänsten. Rektorn AEFE preciserar att ett samtal har ägt rum för att besvara hennes frågor och uttrycker förhoppningen att situationen ska få ett positivt slut inom de närmaste dagarna. Ordföranden gratulerar teamet till det snabba och kvalitativa arbetet.

9. Avslutning av mötet

Ordföranden framhåller den goda dynamiken på skolan och tackar alla deltagare. Han avslutar med att säga att han ser fram emot att träffa dem igen vid nästa styrelsemöte.

Stockholm 2026-05-20

Läst och godkänt

Anne Ruchaud

[Anne Ruchaud \(28 maj 2026 15:53:32 GMT+2\)](#)

Anne Ruchaud, *justerare*

J.

[Jérôme Chappert \(9 juni 2026 16:50:00 GMT+2\)](#)

Jérôme Chappert, *justerare*

Guillaume LEFEBVRE

[Guillaume LEFEBVRE \(28 maj 2026 15:34:32 GMT+2\)](#)

Guillaume Lefebvre, *ordförande*

